

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2014/09310]

25 APRIL 2014. — Koninklijk besluit tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van artikel 5 van de wet van 22 november 2013 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 22 november 2013 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, artikel 14;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 maart 2014;

Gelet op advies nr. 55.819/2 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5 van de wet van 22 november 2013 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2013.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2014/09310]

25 AVRIL 2014. — Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la loi du 22 novembre 2013 modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 novembre 2013 modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, l'article 14;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mars 2014;

Vu l'avis n° 55.819/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5 de la loi du 22 novembre 2013 modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales produit ses effets le 1^{er} juillet 2013.

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203411]

27 MARS 2014. — Décret relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet l'organisation du régime de la pêche, à l'exception de celle qui se pratique dans les pièces d'eau où le poisson qui y vit ne peut pas circuler librement entre celles-ci et les cours d'eau.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le présent décret s'applique également à des pièces d'eau et autres exceptions faisant partie du domaine public désignées par le Gouvernement, après avis du Conseil, où la libre circulation du poisson entre celles-ci et les cours d'eau était assurée dans le passé mais ne l'est plus aujourd'hui.

Le présent décret contribue à l'amélioration des milieux aquatiques et à la protection du patrimoine piscicole, ainsi qu'à l'encouragement et à la promotion de la pêche dans une perspective de développement durable.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « association halieutique coordinatrice » : l'association sans but lucratif dont l'objet social porte principalement sur la coordination des actions des fédérations de pêche agréées en application de l'article 15, ainsi que sur l'octroi à celles-ci d'un soutien administratif, technique et logistique au niveau de la préparation et de la mise en œuvre des plans de gestion piscicole et halieutique de sous-bassins visés à l'article 27;

2° « capture » : poisson ou écrevisse pêché par un pêcheur;

3° « Code de l'Eau » : le livre II du Code de l'Environnement;

4° « concours de pêche » : compétition organisée soit par une instance sportive de la Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique, soit par une fédération de pêche agréée ou une société de pêche;

5° « Conseil » : le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 24;

6° « contexte piscicole » : l'aire de répartition géographique dans laquelle une population de l'espèce de poisson la plus représentative du milieu naturel non anthropisé et la plus sensible à la qualité du milieu peut réaliser l'ensemble de son cycle de vie;

7° « cours d'eau » : les voies hydrauliques, ainsi que toutes les rivières et ruisseaux, classés ou non comme cours d'eau non navigables au sens de l'article D. 2, 20°, du Code de l'Eau;

8° « empoisonnement » : la pratique consistant à introduire des poissons et des écrevisses dans les eaux soumises au présent décret;

9° « directeur général » : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

10° « Fonds » : le Fonds piscicole et halieutique de Wallonie tel qu'institué par l'article 18;

11° « ligne à main » : toute ligne montée sur une gaule, quel que soit l'appât utilisé;

12° « masse d'eau » : la masse d'eau de surface telle que définie à l'article D. 2, 58°, du Code de l'Eau;

13° « Ministre » : le Ministre ayant la Pêche dans ses attributions;

14° « parcours de pêche » : un ensemble de linéaires de rives de cours d'eau dans un même sous-bassin hydrographique wallon, sur lesquels le droit de pêche appartient à un même titulaire de droit de pêche;

15° « pêche » : action d'un pêcheur de capturer ou de chercher à capturer un poisson ou une écrevisse;

16° « pêcheur » : la personne titulaire du permis de pêche prévu à l'article 8 ou dispensée de ce permis, qui pêche dans une eau soumise au présent décret;

17° « prélèvement » : le poisson ou l'écrevisse capturé par un pêcheur, qui n'est pas immédiatement remis libre et vivant sur le lieu même où il a été pêché;

18° « sous-bassin hydrographique wallon » : la portion d'un bassin hydrographique wallon visé à l'article D. 7 du Code de l'Eau;

19° « titulaire du droit de pêche » : la personne qui détient le droit de pêche sur une eau soumise au présent décret;

20° « voies hydrauliques » : les voies d'eau et barrages réservoirs visés à l'article D. 2, 89°, du Code de l'Eau.

CHAPITRE II. — *Du droit de pêche*

Art. 3. Le droit de pêche appartient à la Région wallonne dans les voies hydrauliques.

Art. 4. Dans tous les cours d'eau autres que les voies hydrauliques, les propriétaires riverains ont le droit de pêche, chacun de leur côté et jusqu'au milieu du cours d'eau.

CHAPITRE III. — *De l'exercice du droit de pêche*

Section 1^{re}. — De l'exercice et de la concession du droit de pêche

Art. 5. Nul ne peut pêcher sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Art. 6. Dans les voies hydrauliques, la Région wallonne permet l'exercice du droit de pêche par tout pêcheur. A cette fin, le pêcheur peut faire usage de la rive sur une largeur de 1,50 m maximum à partir du bord que baigne le cours d'eau dans le niveau le plus élevé qu'il atteint sans déborder.

Art. 7. § 1^{er}. Les personnes morales de droit public, titulaires d'un droit de pêche dans les cours d'eau autres que les voies hydrauliques, y organisent l'exercice de ce droit soit elles-mêmes, soit en le cédant à la fédération de pêche agréée de sous-bassin ou à une société de pêche qui y adhère.

§ 2. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, accorder à une personne morale de droit public une dérogation à l'obligation prévue au paragraphe 1^{er} pour des motifs liés à la conservation de la nature, la sécurité publique, l'hygiène publique, la protection de la santé ou la recherche scientifique.

§ 3. La fédération de pêche agréée qui se voit privée de son agrément, conformément à l'article 17, perd automatiquement, sans notification préalable et sans versement d'indemnité, le droit de pêche concédé en application du présent article. Il en est de même pour la société de pêche qui se voit privée de sa qualité de membre de la fédération de pêche agréée.

Section 2. — Du permis de pêche

Art. 8. § 1^{er}. Nul ne peut pêcher sans être titulaire d'un permis de pêche régulier et en être porteur au moment où il pêche.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement peut, après avis du Conseil, autoriser l'exercice de la pêche sans permis dans le cadre de concours de pêche, en vue de la promotion de la pêche ou encore pour des raisons scientifiques, pédagogiques, sanitaires ou de conservation de la nature.

Le Gouvernement fixe les conditions de la dispense du permis de pêche prévue à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, définir différents types de permis de pêche en fonction des espèces de poissons et d'écrevisses, du nombre de lignes à main utilisées, des modes de pêche et des engins dont il est fait usage, des heures, des jours ou des périodes pendant lesquels le permis peut être utilisé, ainsi qu'en fonction de l'âge du pêcheur.

Il détermine les conditions d'octroi et, le cas échéant, de refus et de retrait des permis de pêche, leur prix, ainsi que les modalités de leur délivrance.

Lors de la délivrance du permis, le pêcheur s'inscrit auprès d'une fédération de pêche agréée de son choix. Cette inscription est gratuite et n'entraîne aucune obligation de s'associer à la fédération ou à une des sociétés de pêche qui y adhèrent.

Section 3. — Des modalités d'exercice de la pêche

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil, soit partout, soit dans certains cours d'eau, ou dans certaines parties de cours d'eau :

1° les espèces de poissons et d'écrevisses dont la pêche est interdite toute l'année;

2° les périodes d'ouverture de la pêche pour les autres espèces de poissons et d'écrevisses;

- 3° les heures pendant lesquelles la pêche est interdite en fonction des espèces de poissons et d'écrevisses;
- 4° les modes, engins et appareils de pêche prohibés;
- 5° les conditions d'usage, les dimensions, ainsi que le mode de vérification des engins autorisés;
- 6° les appâts, esches et amorces dont l'usage est défendu;
- 7° pour certaines espèces, les dimensions au-dessous desquelles les poissons et écrevisses doivent, après capture, être remis immédiatement à l'eau sur le lieu de capture;
- 8° pour certaines espèces, le nombre maximum de poissons et d'écrevisses pouvant faire l'objet d'un prélèvement;
- 9° le cas échéant, pour les espèces de poissons et d'écrevisses qui ne peuvent faire l'objet d'aucun prélèvement lorsque leur pêche est autorisée;
- 10° le cas échéant, les périodes pendant lesquelles l'achat, la vente, la mise en vente, la détention ou le transport en vue de la vente sont interdits ou réglementés sur l'ensemble du territoire wallon ou sur une partie de celui-ci, pour certaines espèces de poissons et d'écrevisses ou pour certains spécimens de ces espèces de poissons et d'écrevisses;
- 11° les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche.

§ 2. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, déroger aux dispositions arrêtées en application du paragraphe 1^{er} pour permettre la mise en œuvre d'un plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par lui en application de l'article 27.

§ 3. Dans les eaux soumises au présent décret autres que les voies hydrauliques, la pêche est interdite en dehors de la période allant du 1^{er} samedi de juin au 30 septembre inclus sur les parcours de pêche dont le titulaire du droit de pêche refuse de remplir les obligations imposées par le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27 ou s'oppose à la mise en œuvre des actions prévues par ce plan.

Conformément à l'article 28, 8°, le Gouvernement peut en outre, après avis du Conseil, arrêter pour les parcours de pêche des titulaires de droit de pêche visés à l'alinéa 1^{er} des dispositions plus restrictives que celles qu'il a adoptées en application du paragraphe 1^{er}.

§ 4. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, déroger pour une durée maximale de trois ans aux dispositions arrêtées en application du paragraphe 1^{er} pour les motifs suivants :

- 1° dans un but expérimental ou pédagogique;
- 2° dans l'intérêt des populations de poissons et d'écrevisses;
- 3° pour des motifs de sécurité publique, d'hygiène publique et de protection de la santé;
- 4° dans un but scientifique;
- 5° pour permettre la tenue de manifestations halieutiques sportives présentant un intérêt régional.

Art. 11. Les bateliers et plaisanciers qui fréquentent les voies hydrauliques ne peuvent avoir dans leurs bateaux aucun engin de pêche, à l'exception de la ligne à main et de l'épuisette, sauf à prouver que ces engins sont destinés à la pêche dans les eaux auxquelles le présent décret n'est pas applicable ou à une autre activité que la pêche.

Art. 12. Il est interdit de porter, hors de son domicile, des engins ou appareils de pêche prohibés en application de l'article 10, § 1^{er}, 4°, sauf au porteur à prouver que ces engins ou appareils sont destinés à la pêche dans les eaux auxquelles le présent décret n'est pas applicable ou à une autre activité que la pêche.

Art. 13. Nul ne peut, en vue d'enivrer, de droguer ou de détruire les poissons ou les écrevisses, jeter directement ou indirectement dans les eaux soumises au présent décret des substances de nature à atteindre ce but.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, déroger temporairement aux dispositions arrêtées en application de l'alinéa 1^{er} pour des motifs de protection de la biodiversité, de sécurité publique, d'hygiène publique, de protection de la santé, de lutte contre les maladies des poissons et écrevisses ou de recherche scientifique.

Art. 14. § 1^{er}. Il est interdit d'empoissonner, sans autorisation préalable, les eaux auxquelles s'applique le présent décret.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions de délivrance des autorisations d'empoissonnement.

Aucune autorisation d'empoissonnement ne peut être accordée si l'empoissonnement projeté va à l'encontre des mesures arrêtées en la matière dans le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27.

§ 2. Dans les eaux soumises au présent décret autres que les voies hydrauliques, aucune autorisation d'empoissonnement ne peut être accordée à un titulaire du droit de pêche qui refuse de remplir les obligations imposées par le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27 ou qui s'oppose à la mise en œuvre des actions prévues par ce plan.

CHAPITRE IV. — Organisation du monde piscicole et halieutique

Section 1^{re}. — Des fédérations de pêche agréées

Art. 15. Le Gouvernement agréé la fédération de pêche qui répond aux critères suivants :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif telle que régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir pour objet social principal la défense des intérêts, l'information et la formation des pêcheurs, la protection des milieux aquatiques et de leur patrimoine piscicole, la promotion de la pêche et le soutien des sociétés de pêche, dans un des sous-bassins hydrographiques wallons;

3° être ouverte à l'adhésion de toute société de pêche située dans le sous-bassin correspondant et répondant aux conditions suivantes :

a) être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif telle que régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ou être constituées en association de fait;

b) avoir pour objet social principal la défense, l'information et la formation des pêcheurs, la protection des milieux aquatiques et de leur patrimoine piscicole et la promotion de la pêche;

c) être ouverte à l'adhésion de tout pêcheur qui s'engage à respecter et respecte le règlement d'ordre intérieur de la société;

d) ne pas compter, parmi ses représentants visés à l'article 2, 7^o, de la loi du 27 juin 1921 précitée, de personnes faisant l'objet d'une condamnation pénale produisant encore des effets, infligée il y a moins de cinq ans par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des infractions commises au présent décret ou sous l'empire de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

e) transmettre annuellement à la fédération de pêche agréée, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les limites et étendues des parcours de pêche dont elle est titulaire du droit de pêche dans le sous-bassin;

f) participer à la mise en œuvre du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27;

4^o ne pas compter, parmi ses représentants visés à l'article 2, 7^o, de la loi du 27 juin 1921 précitée, de personnes faisant l'objet d'une condamnation pénale produisant encore des effets, infligée il y a moins de cinq ans par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des infractions commises au présent décret ou sous l'empire de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

5^o assurer une représentativité équitable de chacune des sociétés de pêche adhérentes au sein de son assemblée générale;

6^o transmettre annuellement au directeur général, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les informations suivantes :

a) la liste des sociétés membres de la fédération, le nom et les coordonnées d'un représentant pour chacune d'entre-elles, ainsi que les informations visées au 3^o, e);

b) les limites et étendues des parcours de pêche dont la fédération est elle-même titulaire du droit de pêche dans le sous-bassin;

7^o participer à la mise en œuvre du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, compléter la liste des critères auxquels les fédérations doivent répondre pour être agréées.

Le Gouvernement arrête, après avis du Conseil, la forme et le contenu de la demande d'agrément, ainsi que la procédure d'agrément.

Le Gouvernement ne peut agréer, après avis du conseil, qu'une seule fédération de pêche par sous-bassin.

Art. 16. § 1^{er}. La fédération de pêche agréée soutient et coordonne les actions des sociétés de pêche qu'elle regroupe et qui concernent la protection et la valorisation du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, la promotion de la pêche, ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public dans ces matières. La fédération de pêche agréée exploite les droits de pêche dont elle est titulaire.

Elle participe à l'élaboration du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin, conformément à l'article 29, § 2.

Elle contribue à la mise en œuvre de ce plan, notamment en aidant les sociétés de pêche qu'elle regroupe à réaliser les actions prévues par le plan, une fois celui-ci adopté par le Gouvernement en application de l'article 27.

§ 2. La fédération de pêche agréée représente les sociétés de pêche qu'elle regroupe au sein du comité de gestion du Fonds tel qu'institué par l'article 18 et sollicite, pour elle-même et pour les sociétés qu'elle regroupe, l'aide financière du Fonds pour toute action pouvant en bénéficier, en ce compris pour des actions à mener par elle ou une de ses sociétés sur les voies hydrauliques.

Elle veille à la cohérence des actions proposées à l'aide financière du Fonds, notamment par rapport au plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27.

§ 3. La fédération de pêche agréée exclut les sociétés de pêche qui ne respectent pas les statuts de la fédération, qui violent les dispositions du présent décret ou qui ne répondent plus aux conditions fixées par l'article 15, alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 17. Le Gouvernement peut retirer l'agrément de la fédération de pêche agréée, par décision motivée, dans les cas suivants :

1^o elle ne répond plus aux conditions fixées par l'article 15;

2^o elle pose des actes contraires au plan de gestion piscicole et halieutique du sous-bassin;

3^o elle reste en défaut d'appliquer l'article 16, § 3;

4^o elle ne respecte pas la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, étendre les hypothèses de retrait d'agrément.

Il détermine, après avis du Conseil, la procédure de retrait d'agrément, en prévoyant la possibilité pour les représentants de la fédération de pêche d'être entendus avant adoption de la décision.

Section 2. — Du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie

Art. 18. Il est institué un organisme d'intérêt public dénommé Fonds piscicole et halieutique de Wallonie.

Ce Fonds est doté de la personnalité juridique et classé dans la catégorie A établie par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 19. Le Fonds est alimenté par l'intégralité des recettes de la vente des permis de pêche. Il peut recevoir des legs, dons, donations et bénéficier de financements européens.

Le Fonds peut également être alimenté par des subventions à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 20. § 1^{er}. Le Fonds favorise et facilite la pêche dans les eaux auxquelles s'applique le présent décret en contribuant au financement et à l'organisation :

1^o en priorité, d'actions d'entretien, d'aménagement ou de restauration du milieu aquatique, de la biodiversité et des lieux de pêche;

- 2° d'actions d'empoissonnement;
- 3° d'actions de lutte contre la pollution et les dégradations de toute nature;
- 4° d'actions de promotion de la pêche dans une perspective de développement durable;
- 5° d'actions de sensibilisation et d'éducation en relation avec la pêche, le patrimoine piscicole et les milieux aquatiques;
- 6° du fonctionnement des fédérations de pêche agréées et de l'association halieutique coordinatrice.

Au sein d'un sous-bassin, le Fonds finance entre autre les actions qui s'inscrivent dans le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin adopté par le Gouvernement en application de l'article 27 et, parmi celles-ci, les actions d'entretien, d'aménagement ou de restauration du milieu aquatique, de la biodiversité et des lieux de pêche.

Les moyens financiers du Fonds ne peuvent toutefois pas être consacrés à la mise en œuvre des obligations qui incombent aux gestionnaires des cours d'eau, sauf avis contraire du Comité de gestion visé à l'article 22.

§ 2. Le Fonds récupère les montants octroyés lorsque ces montants ne sont pas utilisés conformément à leur destination initiale.

Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités dans lesquelles il procède à ce recouvrement.

Art. 21. Le pouvoir de gestion du Fonds est assuré par le Gouvernement ou son délégué.

Art. 22. § 1^{er}. Le Gouvernement ou son délégué est assisté par un comité de gestion composé de vingt-six membres effectifs, désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre, comme suit :

1° huit membres issus de l'administration du Service public de Wallonie, à savoir :

- a) le directeur général ou son délégué;
- b) deux membres du Département de la Nature et des Forêts;
- c) un membre du Département de la Ruralité et des Cours d'Eau;
- d) un membre du Département de l'Environnement et de l'Eau;
- e) un membre du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole;
- f) un membre de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques;
- g) un membre de la Direction générale Budget, Logistique, Technologies de l'Information et de la Communication;

2° seize membres représentant les pêcheurs, soit le président de chacune des fédérations de pêche agréées et un délégué de l'association halieutique coordinatrice;

3° un membre représentant les milieux scientifiques ayant une relation directe avec la pêche et la protection des milieux aquatiques et des milieux associés;

4° un membre aquaculteur représentant le collège des producteurs tel que défini dans le Code wallon de l'Agriculture.

Pour chaque membre effectif, un membre suppléant est désigné.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, b) à g), sont désignés sur proposition de leur Département ou de leur Direction générale.

Les membres représentant l'association halieutique coordinatrice sont désignés sur proposition de leur association.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont désignés après appel aux candidatures publié au *Moniteur belge*.

Le membre visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, est désigné sur proposition du collège des producteurs tel que défini dans le Code wallon de l'Agriculture.

La durée des mandats des membres du Comité de gestion est de cinq ans. Les mandats sont renouvelables.

En cas de décès ou de démission d'un membre avant l'expiration de son mandat, le Gouvernement pourvoit à son remplacement jusqu'au terme du mandat laissé vacant.

Le Comité de gestion est présidé par le directeur général ou son délégué.

Le Comité de gestion se réunit au moins deux fois par an. Le Gouvernement ou son délégué peut se faire représenter aux réunions du Comité de gestion.

Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion.

§ 2. Outre la mission qui lui est confiée par l'article 27, le Comité de gestion est notamment chargé :

1° de donner au Gouvernement ou à son délégué un avis sur la proposition de budget annuel du Fonds à soumettre à l'approbation du Parlement wallon;

2° d'examiner et de proposer à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les actions soumises au financement du Fonds, qui doivent être conformes aux objectifs du Fonds et, s'il échet, du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin.

§ 3. A l'exception des frais de parcours et de séjour exposés dans l'exercice de leur mandat, remboursés selon les règles et le barème en vigueur pour le personnel du Service public de Wallonie, l'exercice d'un mandat par un membre du Comité de gestion est gratuit.

Art. 23. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le règlement relatif à la comptabilité du Fonds. Il peut déroger ou compléter les dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954. Il détermine notamment le mode d'élaboration et d'exécution du budget et les modalités et conditions de placement du Fonds.

§ 2. Les entités et personnes suivantes sont seules éligibles à une subvention du Fonds :

- 1° les fédérations de pêche agréées en vertu de l'article 15 et les sociétés membres de ces fédérations;
- 2° les écoles de pêche agréées en vertu de l'article 31;
- 3° les associations constituées sous la forme d'une association sans but lucratif telle que régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ayant un objet social similaire à celui des fédérations de pêche agréées, tel que prévu par l'article 15, 2°;
- 4° les personnes morales de droit public.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, compléter la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 3. — Du Conseil supérieur wallon de la Pêche

Art. 24. Il est institué un Conseil supérieur wallon de la Pêche, dont les modalités de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement, sans préjudice des règles de l'article 2, paragraphe 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative.

Art. 25. Le Conseil est chargé des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu du présent décret. Il a en outre pour mission de donner au Gouvernement ou au Ministre un avis sur toutes questions générales intéressant la pêche. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande du Gouvernement ou du Ministre.

Art. 26. § 1^{er}. Le Conseil est composé de 22 membres, désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre, comme suit :

1° quinze membres, obligatoirement titulaires d'un permis de pêche délivré en Région wallonne, représentant les différents sous-bassins et associations de pêcheurs, ainsi que les modes de pêche suivants :

- a) pêche au coup, à raison de cinq membres;
- b) pêche de la truite, à raison de quatre membres;
- c) pêche à la mouche, à raison de deux membres;
- d) pêche de la carpe, à raison de deux membres;
- e) pêche des carnassiers, à raison de deux membres;

2° un membre représentant la pêche de compétition, obligatoirement titulaire d'un permis de pêche délivré en Région wallonne et membre d'une association de pêcheurs;

3° un membre représentant le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

4° deux membres représentant des associations de pisciculteurs;

5° deux membres représentant les milieux scientifiques ayant une relation directe avec la pêche et la biologie des poissons;

6° un membre représentant le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne.

§ 2. Après appel aux candidatures publié au *Moniteur belge*, le Gouvernement désigne les associations visées au paragraphe 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o parmi les plus représentatives.

Les associations désignées par le Gouvernement présentent une double liste de candidats effectifs et suppléants, parmi lesquels le Gouvernement nomme les membres du Conseil.

§ 3. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs agents du Service public de Wallonie qui assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative.

Les autorités en matière de tourisme relevant des compétences de la Communauté française et de la Communauté germanophone peuvent déléguer chacune un représentant pour assister aux réunions du Conseil, avec voix consultative.

§ 4. Le Gouvernement désigne le président et le vice-président du Conseil, choisis parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 5. Le secrétariat est assuré par le Conseil économique et social de Wallonie.

CHAPITRE V. — Des plans de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin

Art. 27. Le Gouvernement adopte pour chaque sous-bassin hydrographique wallon, après avis du Comité de gestion du Fonds puis du Conseil, un plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin.

Le plan de gestion s'impose à tout pêcheur, membre ou non d'une fédération ou d'une société de pêche, dans le sous-bassin concerné.

Le Gouvernement ou son délégué arrête la méthodologie d'élaboration du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin.

Le Gouvernement peut apporter les adaptations ou modifications nécessaires au plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin qu'il a adopté, selon les modalités qu'il détermine.

Art. 28. Le plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin contient :

1° la détermination et la localisation des différents contextes piscicoles présents au sein du sous-bassin hydrographique;

2° un diagnostic général de l'état des masses d'eau du sous-bassin du point de vue de leur qualité biologique, physico-chimique, chimique et hydromorphologique;

3° un diagnostic piscicole portant sur l'état des populations piscicoles et l'état de fonctionnalité des différents contextes piscicoles du point de vue de la vie des poissons;

4° un diagnostic halieutique portant notamment sur l'adéquation entre l'offre et la demande de pêche à l'échelle du sous-bassin ou du contexte piscicole;

5° une évaluation globale des différents contextes piscicoles basée sur les diagnostics précités, en vue de mettre en évidence les perturbations observées et leur origine;

6° l'orientation de gestion piscicole proposée;

7° un programme général d'actions, par contexte piscicole ou par parcours, sur la base notamment des éléments du diagnostic, des perturbations identifiées et de l'orientation de gestion piscicole retenue. Le programme identifie les actions jugées indispensables, prioritaires et souhaitables. Il fixe, pour les actions jugées indispensables, les obligations imposées aux titulaires de droit de pêche exerçant ce droit sur les parcours concernés, ainsi que les délais pour leur réalisation;

8° la liste des mesures réglementaires à adopter en application de l'article 10, §§ 2 et 3, ainsi que les limitations préconisées en matière d'empoissonnement, dont il doit être tenu compte au niveau de la délivrance des autorisations visées à l'article 14.

Le Gouvernement peut préciser et compléter, après avis du Comité de gestion du Fonds puis du Conseil, le contenu des plans de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin.

Le Gouvernement détermine les conditions moyennant lesquelles un titulaire de droit de pêche est réputé ne pas remplir les obligations découlant du plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin ou s'opposer à la réalisation des actions prévues par celui-ci.

Art. 29. § 1^{er}. Le projet de plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin est élaboré par un auteur de projet désigné selon les modalités fixées par le Gouvernement, après avis du Conseil.

§ 2. Un comité de projet est désigné pour accompagner l'auteur de projet dans la réalisation de sa mission.

Il est composé :

1° de cinq membres délégués par la fédération de pêche agréée du sous-bassin concerné et d'un membre délégué par chaque fédération de pêche agréée des sous-bassins voisins;

2° de deux membres du Service public de Wallonie;

3° d'un membre représentant les milieux scientifiques ayant une relation directe avec la pêche et la protection des milieux aquatiques;

4° d'un membre représentant les propriétaires privés titulaires de droits de pêche dans le sous-bassin concerné et non-membre d'une société de pêche adhérente à la fédération de pêche agréée du sous-bassin;

5° du coordinateur du contrat rivière du sous-bassin si celui-ci fait l'objet d'un contrat rivière;

6° d'un membre délégué par l'association halieutique coordinatrice;

7° d'un membre représentant une association ayant pour objet social la protection de l'environnement;

8° d'un membre représentant le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les modalités de désignation des membres des comités de projet et de fonctionnement de ces comités.

Art. 30. Le projet de plan de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin est soumis à une enquête publique organisée selon les modalités fixées par le Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE VI. — *Des « écoles de pêche »*

Art. 31. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil et du Comité de gestion du Fonds, les conditions d'agrément des « écoles de pêche » et des formateurs auxquels celles-ci doivent faire appel, ainsi que les conditions de subventionnement de ces écoles par le Fonds.

§ 2. Pour obtenir l'agrément en tant qu'« école de pêche », l'organisme doit au minimum remplir les conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir notamment pour objet social la réalisation d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique;

3° avoir un siège d'activités en Région wallonne;

4° compter parmi ses membres au moins un formateur agréé;

5° disposer d'infrastructures permettant l'organisation d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique.

§ 3. Pour obtenir l'agrément en tant que « formateur », la personne doit au minimum remplir les conditions suivantes :

1° avoir suivi avec fruits une formation organisée par le Comité de gestion du Fonds piscicole et halieutique de Wallonie, dont le contenu et les modalités d'évaluation des connaissances à acquérir auront été définis par lui;

2° être âgé de dix-huit ans au moins à la date d'introduction de la demande d'agrément;

3° être en possession d'un permis de pêche de la Région wallonne valable pour l'année civile en cours;

4° ne pas faire l'objet d'une condamnation pénale produisant encore des effets, infligée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des infractions commises au présent décret ou sous l'empire de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et ce dans les cinq ans qui précèdent l'introduction de la demande d'agrément;

5° ne pas avoir été condamné dans le passé par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des faits de mœurs.

§ 4. La subvention aux écoles de pêche agréées en vertu du paragraphe 2 est destinée à contribuer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles au niveau du Fonds, aux frais de fonctionnement de ces écoles, à savoir :

1° les frais d'achat de matériel ou de fournitures nécessaires au déroulement des activités;

2° les frais de location des infrastructures dans lesquelles sont organisées les activités;

3° les frais de déplacement et droits d'entrée encourus à l'occasion d'excursions organisées durant les activités;

4° les frais de logement, de nourriture et de boissons encourus durant les activités de plus d'un jour;

5° les indemnités et frais de déplacement des formateurs agréés et des personnes qui les assistent.

Le Gouvernement fixe, après avis du Comité de gestion du Fonds, les modalités d'octroi des subventions accordées par le Fonds aux écoles de pêche agréées.

CHAPITRE VII. — *De l'aide financière octroyée aux fédérations de pêche agréées pour l'information des pêcheurs concernant les plans de gestion piscicoles et halieutiques de sous-bassin*

Art. 32. Le Gouvernement peut, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, accorder une subvention aux fédérations de pêche agréées pour l'information des pêcheurs qui se sont enregistrés auprès d'elles concernant l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin.

Il détermine les conditions de demande et d'octroi de ces subsides.

CHAPITRE VIII. — *Des sanctions*

Art. 33. Sans préjudice de l'article D. 154, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D. 151 de ce livre celui qui viole les dispositions des articles 10, 13 et 14, du présent décret ou des arrêtés pris en application de ces articles.

Commets une infraction de quatrième catégorie au sens de l'article D. 151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui viole les dispositions des articles 5, 6, 8, § 1^{er}, 11 et 12, du présent décret ou des arrêtés pris en application de ces articles.

Art. 34. Sans préjudice de l'article D. 152 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les peines encourues en vertu de l'article 33 peuvent être portées au double du maximum :

1° si l'infraction a été commise en dehors des heures où la pêche est autorisée;

2° si l'infraction a été commise en bande ou en réunion;

3° si l'infraction a été commise dans une réserve naturelle visée à l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Dans ces hypothèses, la peine d'amende minimale encourue ne peut en tout cas être inférieure au triple du minimum prévu pour une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D. 151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 35. § 1^{er}. Lorsqu'une condamnation pénale sanctionnant une infraction commise aux articles 10, 11 et 12 du présent décret ou à ses arrêtés d'exécution est prononcée, le juge peut prononcer la confiscation des objets ayant servi à commettre l'infraction.

Sans préjudice de l'article D. 154 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, commet une infraction de quatrième catégorie au sens de l'article D. 151 de ce livre celui qui s'oppose à la remise des objets ayant servi à commettre l'infraction, lorsque le Juge prononce la confiscation de ces objets conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les délinquants sont tenus de remettre ces objets aux agents chargés par le Gouvernement, conformément à l'article D.140, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de contrôler le respect du présent décret et des arrêtés d'exécution pris en application de celui-ci.

Les poissons et les écrevisses pêchés en infraction sont remis immédiatement à l'eau.

Art. 36. L'action publique et l'action civile résultant des infractions au présent décret et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci sont prescrites après trois ans à compter du jour où l'infraction a été commise.

Art. 37. Les poursuites ont lieu d'office.

Toutefois, s'il s'agit exclusivement d'une infraction à l'article 5, les poursuites n'ont lieu que sur plainte du titulaire de droit de pêche.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Section 1^{re}. — Dispositions transitoires

Art. 38. Les avoirs, droits et obligations du Fonds piscicole institué par l'article 36 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, remplacé par le décret du 6 mai 1999, sont transférés de plein droit au Fonds.

Section 2. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Sous-section 1^{re}. — Modification du Livre I^{er} du Code l'Environnement

Art. 39. L'article D. 53, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 15 juillet 2008 et par le décret du 4 février 2010, est complété comme suit :

« § 8. Les plans de gestion piscicole et halieutique de sous-bassin visés à l'article 27 du décret du... relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques sont soumis à une évaluation des incidences conformément aux articles D.49 à D.61 du présent livre. ».

Art. 40. A l'article D. 138 du même livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 19 juin 2008, 15 juillet 2008, 5 décembre 2008, 3 avril 2009 et 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les tirets sont remplacés par une énumération, qui est complétée par un 13^o rédigé comme suit :

« 13° le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les titres V et VI de la présente partie sont applicables aux infractions prévues par l'article 102 du Code forestier et par la loi du 28 février 1882 sur la chasse ».

Art. 41. A l'article D.140, § 1^{er}, alinéa 5, du même livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « du Code forestier, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale » sont remplacés par les mots « du Code forestier et de la loi du 28 février 1882 sur la chasse. ».

Art. 42. L'article D.146 du même livre, modifié par le décret du 22 juillet 2010, est complété par un 10^o rédigé comme suit :

« 10° faire amener à la rive les embarcations aux fins de contrôler leur contenu. ».

Art. 43. A l'article D.157 du même livre, il est ajouté un 5° au paragraphe 2 qui est libellé comme suit :

« 5° à opérer un réempoissonnement ou un repeuplement en cas d'infraction au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques. ».

Art. 44. A l'article D.159 du même livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 15 juillet 2008, 19 mars 2009, 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « ainsi que les agents et gardes forestiers en ce qui concerne les infractions à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale » sont abrogés et les mots « et en ce qui concerne les infractions au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques. » sont insérés en fin d'alinéa;

2° au paragraphe 2, le 6° est modifié comme suit : « 6° les infractions au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques ».

Sous-section 2. — Modification du Code de l'Eau

Art. 45. A l'article D.27, § 4, du Code de l'Eau, les mots « Comité de gestion tel qu'institué par l'article 22 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 24 du même décret » sont insérés entre les mots « le comité de contrôle de l'eau, » et les mots « ainsi que toutes personnes et instances qu'elle juge utile de consulter ».

Art. 46. A l'article D.28, § 4, du Code de l'Eau, les mots « Comité de gestion piscicole tel qu'institué par l'article 22 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 24 du même décret » sont insérés entre les mots « le comité de contrôle de l'eau, » et les mots « ainsi que toutes personnes et instances qu'elle juge utile de consulter ».

Sous-section 3. — Disposition abrogatoire

Art. 47. La loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale est abrogée, à l'exception des articles 9, alinéa 4, et 31.

Section 3. — Disposition relative à l'entrée en vigueur

Art. 48. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret pour le 1^{er} janvier 2016 au plus tard. Il peut décider que l'entrée en vigueur de certaines dispositions précède celle de l'ensemble des dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 986 (2013-2014). N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203411]

27. MÄRZ 2014 — Dekret über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret hat die Organisation der Fischerei zum Gegenstand, mit Ausnahme des Fischfangs in den Wasserbecken, in denen die dort lebenden Fische sich nicht frei zwischen den verschiedenen Becken und zwischen den Becken und den Wasserläufen bewegen können.

In Abweichung von Absatz 1 findet dieses Dekret auch auf Wasserbecken und sonstige Ausnahmefälle Anwendung, die Teil des öffentlichen Eigentums sind und von der Regierung nach Abgabe eines Gutachtens durch den Rat bezeichnet werden, und in denen sich die Fische in der Vergangenheit frei zwischen den verschiedenen Becken und zwischen den Becken und den Wasserläufen bewegen konnten, dies jedoch heute nicht mehr möglich ist.

Das vorliegende Dekret soll zur Verbesserung der Gewässer und zum Schutz des Fischbestands sowie zur Unterstützung und Förderung des Fischfangs im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung beitragen.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "koordinierende Fischereivereinigung": die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Vereinigungszweck vor allem darin besteht, dass sie die Aktivitäten der in Anwendung von Artikel 15 zugelassenen Fischereiverbände koordiniert, und dass sie ihnen administrative, technische und logistische Unterstützung bei der Ausarbeitung und der Durchführung der in Artikel 27 genannten Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete gewährt;

2° "Fang": Fisch oder Flusskrebs, der von einem Fischer gefangen wurde;

3° "Wassergesetzbuch": Buch II des Umweltgesetzbuches;

4° "Angelwettbewerb": Wettkampf, der entweder von einer Sportinstanz der "Fédération Sportive des Pêcheurs Francophones de Belgique" (Sportvereinigung der Französischsprachigen Fischer Belgiens) oder von einem zugelassenen Fischereiverband bzw. einer Fischfanggesellschaft veranstaltet wird;

5° "Rat": der "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang), der durch Artikel 24 eingerichtet wird;

6° "Fischwirtschaftliches Umfeld": das geographische Verbreitungsgebiet, in dem eine Population der für den nicht anthropogenen Lebensraum repräsentativsten, für die Umweltqualität empfindlichsten Fischart ihren gesamten Lebenszyklus vollenden kann;

7° "Wasserläufe": die Wasserwege, sowie jegliche Nebenflüsse und Bäche, ob sie im Sinne von Artikel D.2 Ziffer 20^o des Wassergesetzbuches als nichtschiffbare Wasserläufe eingestuft sind oder nicht;

8° "Besatz": die Praktik der Einsetzung von Fischen und Flusskrebsen in ein Gewässer, das den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegt;

9° "Generaldirektor": der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

10° "Fonds": der Wallonische Fischzucht- und Fischereifonds, der durch Artikel 18 eingerichtet wird;

11° "Handangel": jede an einer Rute befestigte Angelschnur, unabhängig von dem verwendeten Köder;

12° "Wasserkörper": ein Oberflächenwasserkörper gemäß Artikel D.2, 58° des Wassergesetzbuches;

13° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört;

14° "Angelstrecke": eine Reihe von Uferlinien entlang von Wasserläufen in ein und demselben wallonischen Zwischeneinzugsgebiet, an denen das Fischereirecht ein und demselben Fischereiberechtigten angehört;

15° "Fischfang": Handlung eines Fischers, die darin besteht, einen Fisch oder einen Flusskrebs zu fangen, oder versuchen zu fangen;

16° "Fischer": die Person, die im Besitz des in Artikel 8 angeführten Angelscheins ist oder von dessen Besitz befreit ist, und die in einem den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegenden Gewässer fischt;

17° "Entnahme": der von einem Fischer gefangene Fisch bzw. Flusskrebs, der nicht sofort an der Stelle, wo er gefangen wurde, lebend freigelassen wird;

18° "Wallonisches Zwischeneinzugsgebiet": ein Teil eines in Artikel D.7 des Wassergesetzbuches angeführten wallonischen Einzugsgebiets;

19° "Inhaber eines Fischereirechtes": die Person, die das Fischereirecht für ein bestimmtes Gewässer besitzt, das den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegt;

20° "Wasserwege": die Wasserstraßen und Staubecken gemäß Artikel D.2, 89° des Wassergesetzbuches.

KAPITEL II — *Das Fischereirecht*

Art. 3 - Die Wallonische Region besitzt das Fischereirecht für die Wasserwege.

Art. 4 - In allen anderen Wasserläufen als den Wasserwegen besitzen die Ufereigentümer jeder für sich und jeweils bis zur Mitte des Wasserlaufs das Fischereirecht.

KAPITEL III — *Die Ausübung des Fischereirechts*

Abschnitt 1 — Ausübung und Vergabe des Fischereirechts

Art. 5 - Niemand darf ohne Erlaubnis des Inhabers des Fischereirechts fischen.

Art. 6 - In den Wasserwegen erlaubt die Wallonische Region die Ausübung des Fischereirechts durch jeden Fischer. Zu diesem Zweck darf der Fischer das Ufer auf einer Höchstbreite von 1,50 m ab dem vom Wasserlauf bei seinem höchsten Wasserspiegel ohne Ausuferung bespülten Rand nutzen.

Art. 7 - § 1. Die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die ein Fischereirecht für andere Wasserläufe als die Wasserwege besitzen, haben die Ausübung dieses Rechts entweder selbst zu regeln oder es an den zugelassenen Fischereiverband für das betreffende Zwischeneinzugsgebiet bzw. an eine ihm beigetretene Fischfanggesellschaft abzutreten.

§ 2. Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung einer juristischen Person die Abweichung öffentlichen Rechts von der in § 1 vorgesehenen Verpflichtung aus Gründen des Naturschutzes, der öffentlichen Sicherheit oder Hygiene, des Gesundheitsschutzes oder der wissenschaftlichen Forschung gewähren.

§ 3. Ein zugelassener Fischereiverband, dem die Zulassung nach Artikel 17 entzogen wird, verliert automatisch, ohne vorherige Ankündigung und ohne Entschädigungszahlung das in Anwendung des vorliegenden Artikels vergebene Fischereirecht. Dies gilt ebenfalls für eine Fischfanggesellschaft, die ihre Mitgliedschaft beim zugelassenen Fischereiverband verliert.

Abschnitt 2 — Angelschein

Art. 8 - § 1. Es darf niemand fischen, der nicht Inhaber eines ordnungsgemäßen Angelscheins ist bzw. diesen zum Zeitpunkt des Fischfangs nicht bei sich trägt.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann die Regierung nach Abgabe eines Gutachtens des Rates die Ausübung des Fischfangs ohne Angelschein im Rahmen eines Angelwettbewerbs, zu Zwecken der Förderung des Fischfangs oder auch aus wissenschaftlichen, pädagogischen, Gesundheits- oder Naturschutzgründen gestatten.

Die Regierung legt die Bedingungen für die in Absatz 1 vorgesehene Befreiung vom Besitz eines Angelscheins fest.

Art. 9 - Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung unterschiedliche Angelscheintypen festlegen und zwar je nach den Fisch- und Flusskrebsarten, der Anzahl benutzter Handangeln, den angewendeten Fischfangmethoden und verwendeten Geräten, den Uhrzeiten, Tagen bzw. Zeiträumen, während deren der Gebrauch des Angelscheins erlaubt ist, sowie je nach dem Alter des Fischers.

Sie bestimmt die Bedingungen für die Erteilung und ggf. für die Ablehnung und den Entzug des Angelscheins, sowie dessen Preis und Ausstellungsverfahren.

Bei der Ausstellung des Angelscheins muss sich der Fischer bei einem zugelassenen Fischereiverband seiner Wahl anmelden. Diese Anmeldung ist kostenfrei und setzt keine Verpflichtung voraus, sich dem Verband bzw. einer der ihm beigetretenen Fischfanggesellschaften anzuschließen.

Abschnitt 3 — Bedingungen für die Ausübung des Fischfangs

Art. 10 - § 1. Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates bestimmt die Regierung, entweder in Bezug auf bestimmte Wasserläufe bzw. Abschnitte von Wasserläufen oder mit Allgemeingültigkeit,

1° die Fisch- und Flusskrebsarten, deren Fang ganzjährig verboten ist,

2° die Fangzeiten für alle sonstigen Fisch- und Flusskrebsarten,

3° die Uhrzeiten, zu denen der Fischfang je nach Fisch- und Flusskrebsarten verboten ist,

4° die unerlaubten Fischfangmethoden, -geräte und -apparate,

5° die Verwendungsbedingungen, die Abmessungen und das Überprüfungsverfahren für erlaubte Geräte,

6° das Lockfutter, die Haken- oder sonstigen Köder, dessen bzw. deren Benutzung untersagt ist,

7° in Bezug auf bestimmte Arten die Größe, unterhalb deren die Fische und Flusskrebse nach dem Fang unverzüglich an der Stelle, wo dieser erfolgt ist, wieder ins Wasser zu setzen sind,

8° in Bezug auf bestimmte Arten die Höchstanzahl Fische bzw. Flusskrebse, die entnommen werden können,
 9° ggf. die Fisch- und Flusskrebsarten, deren Entnahme völlig verboten bleibt, auch wenn deren Fang erlaubt ist,
 10° in Bezug auf bestimmte Fisch- und Flusskrebsarten bzw. bestimmte Exemplare dieser Fisch- und Flusskrebsarten ggf. die Zeiträume, innerhalb deren der Kauf, der Verkauf, das Feilbieten, der Besitz oder der Transport zwecks Verkaufs auf dem gesamten wallonischen Gebiet oder auf einem Teil desselben verboten ist bzw. entsprechenden Bestimmungen unterliegt.

11° die bei der Veranstaltung eines Angelwettbewerbs einzuhaltenden Bedingungen.

§ 2. Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung von den in Anwendung des § 1 festgelegten Bestimmungen abweichen, um die Durchführung eines von ihr in Anwendung von Artikel 27 angenommenen Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet zu ermöglichen.

§ 3. In den anderen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegenden Gewässern als den Wasserwegen ist der Fischfang auf Angelstrecken, deren Fischereiberechtigter sich weigert, die Auflagen des von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für das betreffende Zwischeneinzugsgebiet zu erfüllen, außerhalb des Zeitraums ab dem 1. Samstag im Juni bis einschließlich am 30. September untersagt.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung außerdem gemäß Artikel 28, 8° für die Angelstrecken der in Absatz 1 genannten Fischereiberechtigten restriktivere Bedingungen festlegen als diejenigen, die sie in Anwendung von § 1 verabschiedet hat.

§ 4. Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung für eine Höchstdauer von drei Jahren aus folgenden Gründen von den in Anwendung des § 1 festgelegten Bestimmungen abweichen:

- 1° für Versuchs- oder Bildungszwecke;
- 2° im Interesse der Fisch- und Flusskrebsbestände;
- 3° aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, der öffentlichen Hygiene und des Gesundheitsschutzes;
- 4° für wissenschaftliche Zwecke;
- 5° um die Organisation sportlicher Fischereiveranstaltungen von regionalem Interesse zu ermöglichen.

Art. 11 - Die Binnen- und Freizeitschiffer, die die Wasserwege benutzen, dürfen an Bord über keine Fischfanggeräte (mit Ausnahme einer Handangel und eines Keschers), es sei denn, sie können beweisen, dass diese Geräte für den Fischfang in Gewässern, auf die das vorliegende Dekret keine Anwendung findet, oder zu einer anderen Aktivität als dem Fischfang bestimmt sind.

Art. 12 - Es ist untersagt, außerhalb des Wohnsitzes Fischfanggeräte oder -apparate bei sich zu tragen, die in Anwendung von Artikel 10, § 1, 4° unerlaubt sind, außer wenn der Träger beweisen kann, es sei denn, der Betreffende kann beweisen, dass diese Geräte oder Apparate zum Fischfang in den Gewässern, auf die das vorliegende Dekret keine Anwendung findet, oder zu einer anderen Aktivität als dem Fischfang bestimmt sind.

Art. 13 - Niemand darf zur Berauschung, Betäubung oder Vernichtung der Fische bzw. Flusskrebse direkt oder indirekt Substanzen, die derartige Zwecke zu erfüllen in der Lage sind, in ein den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegendes Gewässer einführen.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung aus Gründen der Erhaltung der Artenvielfalt, der öffentlichen Sicherheit, der öffentlichen Hygiene, des Gesundheitsschutzes, der Bekämpfung von Fisch- und Flusskrebskrankheiten oder der wissenschaftlichen Forschung von den in Anwendung des Absatzes 1 festgelegten Bestimmungen vorübergehend abweichen.

Art. 14 - § 1. Es ist untersagt, ohne vorherige Genehmigung Besitzmaßnahmen zu ergreifen in den Gewässern, die den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegen.

Die Regierung legt die Ausstellungsbedingungen für die Genehmigung des Besatzes nach Abgabe eines Gutachtens des Rates fest.

Es darf keine Genehmigung für den Besatz erteilt werden, wenn die vorgesehenen Besatzmaßnahmen den einschlägigen Maßnahmen zuwiderlaufen, die in dem von der Regierung in Anwendung des Artikels 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet beschlossen worden sind.

§ 2. In den anderen Gewässern als den Wasserwegen, die den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegen, darf keine Genehmigung für den Besatz einem Inhaber eines Fischereirechtes erteilt werden, der sich weigert, die Auflagen des von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für das betreffende Zwischeneinzugsgebiet einzuhalten, oder der sich der Durchführung der durch diesen Plan vorgesehenen Maßnahmen widersetzt.

KAPITEL IV — Die Regelung der Fischzucht- und der Fischereiwelt

Abschnitt 1 — Zugelassene Fischereiverbände

Art. 15 - Der Fischereiverband, der die nachstehend aufgeführten Kriterien erfüllt, wird von der Regierung zugelassen:

1° in der Form einer durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen geregelten Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet worden sein;

2° die Verteidigung der Interessen der Fischer, deren Aufklärung und Ausbildung, den Schutz der Gewässer und ihres Fischbestands, die Förderung des Fischfangs und die Unterstützung von Fischfanggesellschaften in einem der wallonischen Zwischeneinzugsgebiete zum Hauptvereinigungszweck haben;

3° einer jeden im entsprechenden Zwischeneinzugsgebiet ansässigen Fischfanggesellschaft den Beitritt ermöglichen, insofern sie folgende Bedingungen erfüllt:

a) in der Form einer durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen geregelten Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder als nichtrechtsfähige Vereinigung gegründet worden sein;

b) die Verteidigung, Aufklärung und Ausbildung der Fischer, den Schutz der Gewässer und ihres Fischbestands sowie die Förderung des Fischfangs als hauptsächliche Vereinigungszwecke haben;

c) jedem Fischers, der sich verpflichtet, sich an der Geschäftsordnung der Gesellschaft zu halten, und der sich an sie hält, den Beitritt ermöglichen;

d) unter ihren Vertretern gemäß Artikel 2, 7° des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1921 keine Personen zählen, gegen die eine vor weniger als fünf Jahren durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Verstößen gegen

das vorliegende Dekret bzw. wegen Verstößen im Rahmen des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd verhängte noch wirksame strafrechtliche Verurteilung ergangen ist;

e) nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten den zugelassenen Fischereiverband über die Grenzen und Flächen der Angelstrecken im betreffenden Zwischeneinzugsgebiet informieren, für die dieser Verband Inhaber eines Fischereirechtes ist;

f) an der Durchführung des von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet teilnehmen;

4° unter seinen Vertretern gemäß Artikel 2, 7° des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1921 keine Personen zählen, gegen die eine vor weniger als fünf Jahren durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Verstößen gegen das vorliegende Dekret bzw. wegen Verstößen im Rahmen des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd verhängte noch wirksame strafrechtliche Verurteilung ergangen ist;

5° innerhalb seiner Generalversammlung eine ausgewogene Vertretung jeder der beigetretenen Fischfanggesellschaften gewährleisten;

6° nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten dem Generaldirektor jährlich folgende Informationen übermitteln:

a) das Verzeichnis der Mitgliedsgesellschaften des Verbands, den Namen und Kontaktdaten eines Vertreters je Gesellschaft, und die unter Ziffer 3° Buchstabe e) angeführten Auskünfte;

b) die Grenzen und Flächen der Angelstrecken im betreffenden Zwischeneinzugsgebiet, für die der Verband selbst Inhaber eines Fischereirechtes ist;

7° an der Durchführung des von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet teilnehmen.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung die Liste der Kriterien ergänzen, die die Verbände zu erfüllen haben, um zugelassen zu werden.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Zulassungsantrags und -verfahrens nach Abgabe eines Gutachtens des Rates fest.

Die Regierung darf nach Abgabe eines Gutachtens des Rates nur einen Fischereiverband je Zwischeneinzugsgebiet zulassen.

Art. 16 - § 1. Der zugelassene Fischereiverband unterstützt und koordiniert die Aktivitäten der Fischfanggesellschaften, die ihm angehören, in Bezug auf den Schutz und die Aufwertung des Fischbestands und der Gewässer, auf die Förderung des Fischfangs und auf die Aufklärung und Sensibilisierung der Öffentlichkeit für diese Bereiche. Der zugelassene Fischereiverband nutzt die Fischereirechte, die er besitzt.

Er nimmt gemäß Artikel 29 § 2 an der Ausarbeitung des Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet teil.

Er trägt zur Durchführung dieses Plans bei, vor allem indem er die Fischfanggesellschaften bei der Durchführung der durch den Plan vorgesehenen Maßnahmen unterstützt, sobald dieser Plan in Anwendung des Artikels 27 von der Regierung verabschiedet worden ist.

§ 2. Innerhalb des Verwaltungsausschusses des durch Artikel 18 eingerichteten Fonds vertritt der zugelassene Fischereiverband die Fischfanggesellschaften, die ihm angehören, und beantragt für sich selbst sowie für die Gesellschaften, die ihm angehören, die finanzielle Unterstützung des Fonds für jede unterstützungsfähige Maßnahme einschließlich der von ihm oder von einer seiner Gesellschaften auf den Wasserwegen durchzuführenden Maßnahmen.

Er sorgt für die Kohärenz der zur finanziellen Unterstützung des Fonds vorgelegten Maßnahmen, vor allem gegenüber dem von der Regierung in Anwendung des Artikels 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet.

§ 3. Der zugelassene Fischereiverband schließt die Fischfanggesellschaften aus, die die Statuten des Verbands nicht beachten, die gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets verstoßen, oder die die Bedingungen nach Artikel 15 Absatz 1, 3° nicht mehr erfüllen.

Art. 17 - Die Regierung kann durch einen begründeten Beschluss die Zulassung des zugelassenen Fischereiverbands in folgenden Fällen entziehen:

1° Er erfüllt die durch Artikel 15 festgelegten Bedingungen nicht mehr;

2° Er begeht Handlungen, die nicht mit dem Fischzucht- und Fischereiplan für das entsprechende Zwischeneinzugsgebiet vereinbar sind;

3° Er versäumt es, Artikel 16, § 3 anzuwenden;

4° Er beachtet nicht die Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung weitere Fälle hinzufügen, in denen dem Verband die Zulassung zu entziehen ist.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates bestimmt sie das Verfahren zum Zulassungsentzug und sieht dabei für Vertreter des Fischereiverbands die Möglichkeit vor, vor der endgültigen Beschlussfassung angehört zu werden.

Abschnitt 2 — Wallonischer Fischzucht- und Fischereifonds

Art. 18 - Es wird eine Einrichtung öffentlichen Interesses unter der Bezeichnung "Wallonischer Fischzucht- und Fischereifonds" geschaffen.

Dieser Fonds verfügt über die Rechtspersönlichkeit und gehört der durch Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses eingeführten Kategorie A an.

Art. 19 - Der Fonds wird durch die gesamten Einnahmen des Verkaufs von Angelscheinen gespeist. Er darf Vermächtnisse, Spenden, Schenkungen und europäische Gelder annehmen.

Der Fonds kann ebenfalls durch Zuschüsse zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region finanziert werden.

Art. 20 - § 1. Der Fonds fördert und erleichtert den Fischfang in Gewässern, die den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterliegen, indem er zur Finanzierung und zur Organisation beiträgt:

1° vorrangig von Maßnahmen zur Erhaltung, Gestaltung oder Wiederherstellung der Gewässer, der Artenvielfalt und der Fangorte,

- 2° von Besitzmaßnahmen,
- 3° von Maßnahmen zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung und der Beschädigungen jeder Art,
- 4° von Maßnahmen zur Förderung der Fischerei im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung,
- 5° von Sensibilisierungs- und Aufklärungsmaßnahmen im Zusammenhang mit dem Fischfang, dem Fischbestand und der Gewässer, sowie
- 6° der Arbeitsweise der zugelassenen Fischereiverbände und der koordinierenden Fischereivereinigung.

Innerhalb eines Zwischeneinzugsgebiets finanziert der Fonds u.a. die Maßnahmen, die sich in den von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplan für dieses Zwischeneinzugsgebiet einfügen, und unter denselben die Maßnahmen zur Erhaltung, Gestaltung oder Wiederherstellung der Gewässer, der Artenvielfalt und der Fangorte.

Die Finanzmittel des Fonds dürfen jedoch nicht für die Erfüllung der den jeweiligen Verwaltungsdienststellen der Wasserläufe auferlegten Verpflichtungen eingesetzt werden, außer im Falle einer gegenteiligen Stellungnahme des in Artikel 22 angeführten Verwaltungsausschusses.

§ 2. Wenn die gewährten Beträge nicht gemäß ihrem ursprünglichen Verwendungszweck benutzt werden, fordert der Fonds sie zurück.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten für diese Rückforderung.

Art. 21 - Die Regierung bzw. deren Vertreter hat die Verwaltungsbefugnis über den Fonds.

Art. 22 - § 1. Die Regierung bzw. ihr Vertreter wird von einem Verwaltungsausschuss unterstützt, der sich aus sechsundzwanzig von der Regierung auf Vorschlag des Ministers bezeichneten ordentlichen Mitgliedern zusammensetzt nämlich:

1° aus acht Mitgliedern aus der Verwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, und zwar

- a) dem Generaldirektor oder dessen Vertreter,
- b) zwei Mitgliedern der Abteilung Natur und Forstwesen,
- c) einem Mitglied der Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe,
- d) einem Mitglied der Abteilung Umwelt und Wasser,
- e) einem Mitglied der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs,
- f) einem Mitglied der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege,
- g) einem Mitglied der Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie,

2° aus sechzehn Mitgliedern, die die Fischer vertreten, d.h. dem Vorsitzenden eines jeden zugelassenen Fischereiverbands und einem Vertreter der koordinierenden Fischereivereinigung,

3° aus einem Mitglied, das die Wissenschaftskreise in unmittelbarer Verbindung mit der Fischerei und dem Schutz der Gewässer und der umliegenden Umwelt vertritt,

4° einem Mitglied, das als Fischzüchter das in dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft definierte Erzeugerkollegium vertritt.

Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet.

Die in Absatz 1, 1°, b) bis g) genannten Mitglieder werden auf Vorschlag ihrer jeweiligen Abteilung bzw. Generaldirektion bezeichnet.

Die Mitglieder, die die koordinierende Fischereivereinigung vertreten, werden auf Vorschlag ihrer Vereinigung bezeichnet.

Die Mitglieder gemäß Absatz 1, 3° werden infolge eines im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Bewerberaufrufs bezeichnet.

Das in Absatz 1, 4° genannte Mitglied wird auf Vorschlag des in dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft definierten Erzeugerkollegiums bezeichnet.

Die Mandatszeit der Mitglieder des Verwaltungsausschusses beträgt fünf Jahre. Die Mandate sind erneuerbar.

Falls ein Mitglied vor Ablauf seines Mandats verstirbt oder seinen Rücktritt erklärt, wird das frei gewordene Mandat bis zum Ende der Mandatsdauer von der Regierung besetzt.

Den Vorsitz des Verwaltungsausschusses führt der Generaldirektor oder dessen Vertreter.

Der Verwaltungsausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen. Die Regierung bzw. ihr Vertreter kann sich auf den Tagungen des Verwaltungsausschusses vertreten lassen.

Die Regierung legt die Geschäftsordnung des Verwaltungsausschusses fest.

§ 2. Neben der ihm durch Artikel 27 übertragenen Aufgabe wird der Verwaltungsausschuss u.a. damit beauftragt,

1° der Regierung bzw. ihrem Vertreter ein Gutachten zu dem Vorschlag eines Jahreshaushaltsplans für den Fonds abzugeben, der dem Wallonischen Parlament zur Genehmigung zu unterbreiten ist,

2° die der Finanzierung des Fonds vorgelegten Aktionen, die dessen Zielsetzungen sowie gegebenenfalls denen des Fischzucht- und Fischereiplans für das betroffene Zwischeneinzugsgebiet entsprechen müssen, im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel zu prüfen und der Regierung bzw. ihrem Vertreter zur Genehmigung vorzuschlagen.

§ 3. Mit Ausnahme der im Rahmen der Ausübung des Mandats entstandenen Fahrt- und Aufenthaltskosten, die nach der für die Personalmitglieder des Öffentlichen Dienstes der Wallonie geltenden Regelung einschl. der Beitragstabelle zurückerstattet werden, wird diese Ausübung eines Mandats durch ein Mitglied des Verwaltungsausschusses nicht vergütet.

Art. 23 - § 1. Die Regierung legt die Buchführungsregeln des Fonds fest. Dabei ist sie berechtigt, von den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. April 1954 zur Einführung der allgemeinen Ordnung über den Haushalt und die Buchführung der im Gesetz vom 16. März 1954 erwähnten Einrichtungen öffentlichen Interesses abzuweichen oder diese zu ergänzen. Vor allem bestimmt sie das Verfahren zur Aufstellung und zur Ausführung des Haushaltsplans sowie die Anlagemodalitäten und -bedingungen des Fonds.

§ 2. Für einen Zuschuss des Fonds kommen ausschließlich folgende Einrichtungen bzw. Personen in Betracht:

1° die aufgrund des Artikels 15 zugelassenen Fischereiverbände und deren Mitgliedsgesellschaften,

2° die aufgrund des Artikels 31 zugelassenen Fischerschulen,

3° die Vereinigungen in der Form einer durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen geregelten Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Vereinigungszweck dem durch Artikel 15, 2° vorgesehenen Zweck der zugelassenen Fischereiverbände ähnlich ist, und

4° die juristischen Personen des öffentlichen Rechts.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates kann die Regierung die in Absatz 1 angeführte Liste ergänzen.

Abschnitt 3 — Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang

Art. 24 - Es wird ein Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang eingerichtet, dessen Arbeitsweise unbeschadet der in Artikel 2, § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion angeführten Regeln von der Regierung bestimmt wird.

Art. 25 - Der Rat wird mit jenen Aufgaben beauftragt, die ihm durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets übertragen werden. Zu seinen Aufgaben gehört ebenfalls die Abgabe eines Gutachtens zu jeder allgemeinen Frage betreffend den Fischfang bei der Regierung oder dem Minister. Er befindet von Amts wegen oder auf Antrag der Regierung bzw. des Ministers über diese Fragen.

Art. 26 - § 1. Der Rat setzt sich aus 22 Mitgliedern zusammen, die von der Regierung auf Vorschlag des Ministers wie folgt bezeichnet werden:

1° fünfzehn Mitglieder, die Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Angelscheins sein müssen, und die die verschiedenen Zwischeneinzugsgebiete und Fischervereine sowie die nachstehenden Fischfangarten vertreten:

a) Stippfischen, fünf Mitglieder;

b) Forellenangeln, vier Mitglieder;

c) Fliegenfischen, zwei Mitglieder;

d) Karpfenangeln, zwei Mitglieder;

e) Raubfischangeln, zwei Mitglieder;

2° ein Mitglied als Vertreter des Wettfischens, das Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Angelscheins sein muss und einem Fischerverein angehören muss;

3° ein Mitglied, das den "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Wallonischer Hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vertritt;

4° zwei Mitglieder, die die Fischzüchtervereine vertreten;

5° zwei Mitglieder, die die Wissenschaftskreise in unmittelbarer Verbindung mit der Fischerei und der Fischbiologie vertritt;

6° ein Mitglied, das den "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region) vertritt.

§ 2. Im Anschluss an einen im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Bewerberaufruf bezeichnet die Regierung die in § 1, 1°, 2° und 4° genannten Vereinigungen, die zu den repräsentativsten zählen.

Die von der Regierung bezeichneten Vereinigungen legen eine doppelte Liste der ordentlichen und stellvertretenden Bewerber vor, unter denen die Regierung die Mitglieder des Rates ernannt.

§ 3. Die Regierung bezeichnet einen oder mehrere Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die den Tagungen des Rates mit beratender Stimme beiwohnen.

Jede der für den Tourismus verantwortlichen Behörden des Zuständigkeitsbereichs der Französischen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft darf einen Vertreter bezeichnen, um den Tagungen des Rates mit beratender Stimme beizuwohnen.

§ 4. Die Regierung bezeichnet den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Rates, die sie unter den in § 1, 1° und 2° angeführten Mitgliedern auswählt.

§ 5. Die Sekretariatsführung gewährleistet der "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie).

KAPITEL V — Die Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete

Art. 27 - Nach Abgabe eines Gutachtens des Verwaltungsausschuss des Fonds und anschließend des Rates verabschiedet die Regierung einen Fischzucht- und Fischereiplan für jedes wallonische Zwischeneinzugsgebiet.

Dieser Plan ist auf jeden Fischer des betroffenen Zwischeneinzugsgebiets anwendbar, ob er Mitglied eines Fischereiverbands oder einer Fischfanggesellschaft ist oder nicht.

Die Regierung oder deren Vertreter legt die Methoden für die Ausarbeitung der Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete fest.

Die Regierung kann gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten einen von ihr verabschiedeten Fischzucht- und Fischereiplan für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet bei Bedarf anpassen oder ändern.

Art. 28 - Die Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete enthalten jeweils

1° das Verzeichnis und die Ortsbestimmung der verschiedenen fischwirtschaftlichen Umfelder, die im betreffenden Zwischeneinzugsgebiet anzutreffen sind,

2° eine allgemeine Diagnose bezüglich des Zustands der Wasserkörper im Zwischeneinzugsgebiet hinsichtlich der biologischen, physikalisch-chemischen, chemischen und hydromorphologischen Wasserqualität,

3° eine fischwirtschaftliche Diagnose in Bezug auf den Zustand der Fischbestände und auf die Angemessenheit der Funktionalität der verschiedenen fischwirtschaftlichen Umfelder hinsichtlich des Fischlebens,

4° eine fischereibezogene Diagnose, u.a. was die Übereinstimmung von Angebot und Nachfrage bezüglich der Fischerei auf Ebene des betreffenden Zwischeneinzugsgebiets oder des betreffenden fischwirtschaftlichen Umfelds betrifft,

5° eine Gesamtbewertung der verschiedenen fischwirtschaftlichen Umfelder auf der Grundlage der vorgenannten Diagnosen zur Hervorhebung der festgestellten Störungen und ihrer Ursachen,

6° die vorgeschlagene Ausrichtung der Fischbewirtschaftung,

7° ein allgemeines Aktionsprogramm je fischereiwirtschaftliches Umfeld bzw. je Angelstrecke u.a. auf der Grundlage der Elemente der Diagnose, der festgestellten Störungen und der ausgewählten Ausrichtung für die Fischbewirtschaftung. In diesem Programm wird deutlich zwischen den Maßnahmen unterschieden, die für unerlässlich bzw. vorrangig bzw. wünschenswert erachtet werden, und werden die Verpflichtungen für die als unerlässlich angesehenen Maßnahmen, die den ihr Fischereirecht auf den betroffenen Angelstrecken ausübenden Fischereiberechtigten auferlegt werden, zusammen mit den Fristen für ihre Erfüllung festgelegt,

8° das Verzeichnis der in Anwendung von Artikel 10, § 2 und § 3 einzuleitenden Verordnungsmaßnahmen sowie die empfohlenen Einschränkungen in Sachen Besatzmaßnahmen, die zum Zeitpunkt der Ausstellung der Genehmigungen gemäß Artikel 14 zu berücksichtigen sind.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Fonds und anschließend des Rates kann die Regierung den Inhalt der Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete präzisieren und ergänzen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, unter denen davon ausgegangen werden kann, dass ein Fischereiberechtigter die Auflagen des Fischzucht- und Fischereiplans für das betroffene Zwischeneinzugsgebiet nicht erfüllt oder sich der Umsetzung der darin vorgesehenen Maßnahmen widersetzt.

Art. 29 - § 1. Der Entwurf eines Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet wird von einem Projektautor erarbeitet, der gemäß dem von der Regierung nach Abgabe eines Gutachtens des Rates festgelegten Verfahren bezeichnet wird.

§ 2. Es wird ein Projektausschuss bezeichnet, um den Projektautor bei der Erfüllung seiner Aufgabe zu unterstützen.

Dieser setzt sich zusammen aus

1° fünf von dem zugelassenen Fischereiverband des betroffenen Zwischeneinzugsgebiets abgeordneten Mitgliedern und einem von jedem zugelassenen Fischereiverband der angrenzenden Zwischeneinzugsgebiete abgeordneten Mitglied,

2° zwei Mitgliedern des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,

3° einem Mitglied, das die Wissenschaftskreise in unmittelbarer Verbindung mit Fischerei und Schutz der Gewässer vertritt,

4° einem Mitglied, das die fischereiberechtigten Privateigentümer im betroffenen Zwischeneinzugsgebiet vertritt und nicht Mitglied einer dem zugelassenen Fischereiverband des Zwischeneinzugsgebiets beigetretenen Fischfanggesellschaft ist,

5° dem Koordinator des Flussvertrags für das betroffene Zwischeneinzugsgebiet, falls dieses Gegenstand eines Flussvertrags ist,

6° einem von der koordinierenden Fischereivereinerung abgeordneten Mitglied,

7° einem Mitglied als Vertreter einer Vereinigung, die den Naturschutz zum Vereinigungszweck hat, und

8° einem Mitglied, das den Hohen Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region vertritt.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates legt die Regierung die Einzelheiten für das Bezeichnungsverfahren für die Mitglieder von Projektausschüssen sowie zur Arbeitsweise dieser Ausschüsse fest.

Art. 30 - Der Entwurf eines Fischzucht- und Fischereiplans für ein bestimmtes Zwischeneinzugsgebiet wird einer öffentlichen Untersuchung unterzogen, die gemäß den Vorschriften von Teil III Titel III des Buches I des Umweltgesetzbuches durchgeführt wird.

KAPITEL VI — Die "Fischerschulen"

Art. 31 - § 1. Nach Abgabe eines Gutachtens des Rates und des Verwaltungsausschusses des Fonds bestimmt die Regierung die Zulassungsbedingungen für sog. "Fischerschulen" und für die Ausbilder, die diese Schulen werden heranziehen müssen, sowie die Bedingungen für die Bezuschussung dieser Schulen durch den Fonds.

§ 2. Um eine Zulassung als "Fischerschule" zu erlangen, muss die Einrichtung wenigstens folgende Bedingungen erfüllen:

1° in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen gegründet worden sein,

2° vor allem die Organisation von Ausbildungs- und Sensibilisierungsveranstaltungen im Bereich des Fischfangs und der Gewässer zum Gesellschaftszweck haben,

3° über eine Schulungsstätte in der Wallonischen Region verfügen,

4° wenigstens einen zugelassenen Ausbilder unter ihren Mitgliedern zählen,

5° über Infrastrukturen verfügen, die Ausbildungs- und Sensibilisierungsveranstaltungen im Bereich des Fischfangs und der Gewässer ermöglichen.

§ 3. Um eine Zulassung als "Ausbilder" zu erhalten, muss die betroffene Person mindestens folgende Bedingungen erfüllen:

1° an einer vom Verwaltungsausschuss des Wallonischen Fischzucht- und Fischereifonds veranstalteten Ausbildung erfolgreich teilgenommen haben, deren Inhalt und Bewertungsmodalitäten für die zu erwerbenden Kenntnisse von Letzterem festgelegt werden,

2° zum Zeitpunkt der Einreichung des Zulassungsantrags mindestens 18 Jahre alt sein,

3° für das laufende Kalenderjahr im Besitz eines Angelscheins der Wallonischen Region sein,

4° keiner durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Verstößen gegen dieses Dekret bzw. wegen Verstöße aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd vor weniger als fünf Jahren vor Einreichung des Zulassungsantrags noch wirksamen strafrechtlichen Verurteilung unterliegen,

5° in der Vergangenheit nicht durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Sittendelikten verurteilt worden sein.

§ 4. Die Bezuschussung der aufgrund von § 2 zugelassenen Fischerschulen ist dazu bestimmt, im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel auf Ebene des Fonds zu den Betriebskosten dieser Schulen beizutragen, d.h.:

1° zu den Aufwendungen für die Beschaffung von Material oder Bedarfsgegenständen, die für den Ablauf der Veranstaltungen notwendig sind,

2° zu den Mietkosten für Infrastrukturen, in denen die Veranstaltungen organisiert werden,

3° zu den bei im Laufe der Veranstaltungen organisierten Ausflügen entstandenen Fahrtkosten und Aufnahmegebühren,

4° zu den Kosten für Unterkunft, Verpflegung und Getränke bei Veranstaltungen, die sich über mehr als einen Tag erstrecken,

5° zu den Vergütungen und Fahrtkosten der zugelassenen Ausbilder und der Personen, die sie unterstützen.

Nach Abgabe eines Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Fonds legt die Regierung die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse fest, die den zugelassenen Fischerschulen vom Fonds zugestanden werden.

KAPITEL VII — Die Finanzhilfe, die den zugelassenen Fischereiverbänden für die Aufklärung der Fischer bezüglich der Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete gewährt wird

Art. 32 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den zugelassenen Fischerschulen eine Finanzhilfe für die Aufklärung der bei ihnen angemeldeten Fischer bezüglich der Ausarbeitung und Umsetzung von Fischzucht- und Fischereiplänen für Zwischeneinzugsgebiete gewähren.

Sie legt die Bedingungen für die Beantragung und die Gewährung dieser Zuschüsse fest.

KAPITEL VIII — Die Strafmaßnahmen

Art. 33 - Unbeschadet des Artikels D.154 von Buch I des Umweltgesetzbuches begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 desselben Buches derjenige, der die Bestimmungen der Artikel 10, 13 und 14 des vorliegenden Dekrets oder der in Anwendung derselben Artikel verabschiedeten Erlasse verletzt.

Einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der die Bestimmungen der Artikel 5, 6, 8, § 1, 11 und 12 dieses Dekrets oder der in Anwendung derselben Artikel verabschiedeten Erlasse verletzt.

Art. 34 - Unbeschadet des Artikels D.152 von Buch I des Umweltgesetzbuches können die aufgrund des Artikels 33 verhängten Strafen bis zum Doppelten der Höchststrafe verschärft werden,

1° wenn der Verstoß außerhalb der Uhrzeiten begangen worden ist, in denen der Fischfang erlaubt ist,

2° wenn der Verstoß von einer Bande oder einer Gruppe begangen worden ist,

3° wenn der Verstoß in einem Naturreservat gemäß Artikel 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur begangen worden ist.

In diesen Fällen darf sich die verhängte Mindestgeldstrafe unter keinen Umständen auf weniger als das Dreifache des für einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Artikels D.151 von Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Mindestbetrags belaufen.

Art. 35 - § 1. Wird eine strafrechtliche Verurteilung zur Ahndung eines Verstoßes gegen Artikel 10, 11 bzw. 12 dieses Dekrets oder gegen dessen Durchführungserlasse ausgesprochen, so kann der Richter die Einziehung der Gegenstände anordnen, die zur Begehung des Verstoßes gedient haben.

Unbeschadet des Artikels D.154 von Buch I des Umweltgesetzbuches begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 desselben Buches derjenige, der sich der Herausgabe der Gegenstände widersetzt, die zur Begehung des Verstoßes verwendet wurden, wenn der Richter deren Einziehung gemäß Absatz 1 angeordnet hat.

§ 2. Die Straftäter sind verpflichtet, diese Gegenstände den Bediensteten auszuhändigen, die von der Regierung gemäß Artikel D.140 von Buch I des Umweltgesetzbuches mit der Kontrolle der Einhaltung des vorliegenden Dekrets und der in Anwendung desselben verabschiedeten Durchführungserlasse beauftragt werden.

Die unerlaubt gefangenen Fische und Flusskrebse sind unverzüglich wieder ins Wasser zu setzen.

Art. 36 - Die Straf- und Zivilklagen wegen Verstöße gegen dieses Dekrets und gegen die in Anwendung desselben verabschiedeten Durchführungserlasse verjähren jeweils nach drei Jahren ab dem Tag, an dem der Verstoß begangen wurde.

Art. 37 - Die Verfolgungen werden von Amts wegen aufgenommen.

Wenn es sich aber lediglich um einen Verstoß gegen Artikel 5 handelt, wird die Verfolgung ausschließlich auf Klage des Fischereiberechtigten aufgenommen.

KAPITEL IX — Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Übergangsbestimmungen

Art. 38 - Das Guthaben, die Rechte und Pflichten des durch Artikel 36 des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 1999, eingerichteten Fischzuchtfonds werden von Rechts wegen auf den Fonds übertragen.

Abschnitt 2 — Änderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Änderung des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art.39 - Artikel D.53 von Buch I des Umweltgesetzbuches in der durch das Dekret vom 15. Juli 2008 und durch das Dekret vom 4. Februar 2010 geänderten Fassung wird durch Folgendes ergänzt:

“§ 8. Die Fischzucht- und Fischereipläne für Zwischeneinzugsgebiete im Sinne von Artikel 27 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen werden einer Bewertung über die Umweltverträglichkeit gemäß Art. D.49 bis D.61 des vorliegenden Buches unterzogen.”.

Art. 40 - In Artikel D.138 desselben Buches, der durch das Dekret vom 5. Juni 2008 eingefügt und durch die Dekrete vom 19. Juni 2008, vom 15. Juli 2008, vom 5. Dezember 2008, vom 3. April 2009 und vom 22. Juli 2010 geändert wurde, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Gedankenstriche durch eine Aufzählung ersetzt, welche durch eine Ziffer 13° mit folgendem Wortlaut ergänzt wird:

“13° das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen.”;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Titel V und VI des vorliegenden Teils sind auf die durch Artikel 102 des Forstgesetzbuches und durch Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd vorgesehenen Verstöße anwendbar.”.

Art. 41 - In Artikel D.140 § 1 Absatz 5 desselben Buches, der durch Dekret vom 5. Juni 2008 eingefügt und durch Dekret vom 22. Juli 2010 abgeändert wurde, wird der Wortlaut "des Forstgesetzbuches, des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd und des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei" durch den Wortlaut "des Forstgesetzbuches und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd" ersetzt. "

Art. 42 - Artikel D.146 desselben Buches in der durch das Dekret vom 22. Juli 2010 geänderten Fassung wird durch eine Ziffer 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° fordern, dass Wasserfahrzeuge ans Ufer gefahren werden, um deren Ladung kontrollieren zu können."

Art. 43 - In Artikel D.157 § 2 desselben Buches wird eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° Wiederbesatz- bzw. Wiederbelegungsmaßnahmen durchzuführen, im Falle eines Verstoßes gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen."

Art. 40 - In Artikel D.159 desselben Buches, der durch das Dekret vom 5. Juni 2008 eingefügt und durch die Dekrete vom 15. Juli 2008, vom 19. März 2009 und vom 22. Juli 2010 abgeändert wurde, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 5 werden die Wörter "und die Bediensteten und Förster was das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei betrifft" gestrichen und die Wörter ", was die Verstöße gegen das Dekret über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen betrifft." am Ende des Absatzes eingefügt;

2° In § 2 wird Ziffer 6° durch Folgendes ersetzt: "6° die Verstöße gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen."

Unterabschnitt 2 — Änderung des Wassergesetzbuches

Art. 45. — In Artikel D.27 § 4 des Wassergesetzbuches wird der Wortlaut "den durch Artikel 22 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen eingerichteten Verwaltungsausschuss, den durch Artikel 24 desselben Dekrets eingerichteten "Conseil supérieur wallon de la pêche" (Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang)" zwischen den Wortlaut "den Kontrollausschuss für Wasser," und den Wortlaut "sowie alle Personen und Instanzen zu Rate, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet." eingefügt.

Art. 46. — In Artikel D.28 § 4 des Wassergesetzbuches wird der Wortlaut "den durch Artikel 22 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen eingerichteten Verwaltungsausschuss, den durch Artikel 24 desselben Dekrets eingerichteten "Conseil supérieur wallon de la pêche" (Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang)" zwischen den Wortlaut "den Kontrollausschuss für Wasser," und den Wortlaut "sowie alle Personen und Instanzen zu Rate, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet." eingefügt.

Unterabschnitt 3 — Aufhebende Bestimmung

Art. 47 - Das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei wird aufgehoben, mit Ausnahme von Artikel 9, Absatz 4 und von Artikel 31.

Abschnitt 3 — Bestimmung bezüglich des Inkrafttretens

Art. 48 - Die Regierung legt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets auf spätestens den 1. Januar 2016 fest.

Sie kann beschließen, dass das Inkrafttreten gewisser Bestimmungen dem der Gesamtheit der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets vorangehen muss.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 27. März 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 986 (2013-2014). Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. März 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203411]

27 MAART 2014. — Decreet betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt de visserij, met uitzondering van die welke beoefend wordt op de watervlakken, waar de vissen die er leven, zich niet vrij kunnen bewegen tussen deze watervlakken en de waterlopen

In afwijking van het eerste lid is dit decreet ook van toepassing op watervlakken en andere uitzonderingen die deel uitmaken van het openbaar domein aangewezen door de Regering, na advies van de Raad, waar het zich vrij kunnen bewegen van de vis tussen deze watervlakken en de waterlopen in het verleden verzekerd was maar heden niet meer het geval is.

Dit decreet draagt bij tot de verbetering van de aquatische milieus en de bescherming van het vispatrimonium, alsook de aanmoediging en de bevordering van de visserij met het oog op een duurzame ontwikkeling.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "coördinerende hengilvereniging": vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel hoofdzakelijk betrekking heeft op de coördinatie van de erkende hengelfederaties overeenkomstig artikel 15, alsook op de toekenning aan deze federatie van een administratieve, technische en logistieke steun op het niveau van de voorbereiding en uitvoering van de visserij- en hengelsebeheersplannen van de onderstroomgebieden bedoeld in artikel 27;

2° "vangst": vis of rivierkreeft die door een visser wordt gevestigd;

3° "Waterwetboek": boek II van het Milieuwetboek;

4° "hengelwedstrijd": wedstrijd georganiseerd, hetzij door een sportinstantie van de "Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique" (Sportfederatie van de Franstalige vissers van België), hetzij door een erkende hengelfederatie of een hengilvereniging;

5° "Raad": "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), zoals ingesteld bij artikel 24;

6° "omgeving van de vis": geografisch verspreidingsgebied waarin het bestand van de vissoort die het meest representatief is voor het niet antropogene natuurlijk leefmilieu en het meest gevoelig is voor de kwaliteit van het milieu het geheel van zijn levenscyclus kan uitvoeren;

7° "waterlopen": de waterwegen alsook elke rivier en beek die al dan niet ingedeeld zijn als niet-bevaarbare waterlopen in de zin van artikel D. 2, 20°, van het Waterwetboek;

8° "uitzetting van vis": de introductie van vissen en rivierkreeften in de waterlopen die aan dit decreet zijn onderworpen;

9° "directeur-generaal": de directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

10° "Fonds": "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" (Waals visserij- en hengelfonds) zoals ingesteld bij artikel 18;

11° "hengel": elk snoer dat van een roede voorzien is, ongeacht het gebruikte aas;

12° "waterlichaam": oppervlaktewaterlichaam zoals omschreven in artikel D. 2, 58, van het Waterwetboek;

13° "Minister": de Minister bevoegd voor visserij;

14° "visbaan": een geheel van lineaire oevers van waterlopen in eenzelfde Waals onderstroomgebied waar het visrecht aan eenzelfde visrechthouder toebehoort;

15° "vissen": handeling van een visser om een vis of rivierkreeft te vangen of trachten te vangen;

16° "visser": de persoon houder van het visverlof bedoeld in artikel 8 of vrijgesteld van dit verlof die in water onderworpen aan dit decreet vist;

17° "onttrekking": de vis of rivierkreeft gevangen door een visser die niet onmiddellijk levend vrijgelaten wordt op de plaats waar hij door een visser gevestigd werd;

18° "waalse onderstroomgebied": het gedeelte van een Waals onderstroomgebied bedoeld in artikel D. 7 van het Waterwetboek;

19° "visrechthouder": de persoon die het visrecht bezit op een water dat aan dit decreet onderworpen is;

20° "waterwegen": de waterlopen en stuwdammen bedoeld in artikel D. 2, 89, van het Waterwetboek.

HOOFDSTUK II. — *Visrecht*

Art. 3. Het visrecht behoort in de waterwegen tot het Waals Gewest.

Art. 4. In alle andere waterlopen dan de waterwegen hebben de oevereigenaars het visrecht, ieder van zijn kant en tot in het midden van de waterloop.

HOOFDSTUK III. — *Uitoefening van het visrecht**Afdeling 1. — Uitoefening en concessie van het visrecht*

Art. 5. Niemand mag vissen zonder de toelating van diegene aan wie het visrecht toebehoort.

Art. 6. In de waterwegen laat het Waals Gewest de uitoefening van het visrecht toe aan elke visser. Voor de uitoefening van dit recht mag de visser gebruik maken van de oever over een breedte van 1.50 m maximum berekend vanaf de boord die de waterloop bespoelt in zijn hoogst bereikte peil zonder te overstromen.

Art. 7. § 1. De publiekrechtelijke rechtspersonen die houder zijn van een visrecht in de andere waterlopen dan de waterwegen, organiseren de uitoefening van dat recht zelf, ofwel door het over te dragen aan de erkende hengelfederatie van het onderstroomgebied of aan een hengilvereniging die ermee instemt.

§ 2. De Regering kan, na advies van de Raad, een afwijking van de verplichting bedoeld in paragraaf 1 toekennen aan een publiekrechtelijke rechtspersoon wegens redenen in verband met het natuurbehoud, de openbare veiligheid, de openbare hygiëne, de bescherming van de gezondheid of het wetenschappelijk onderzoek.

§ 3. De erkende hengelfederatie die overeenkomstig artikel 17 haar erkenning verliest, verliest automatisch, zonder voorafgaande kennisgeving en zonder uitbetaling van vergoedingen, het visrecht dat overeenkomstig dit artikel overgedragen is. Hetzelfde geldt voor de hengilvereniging die haar hoedanigheid van lid van de erkende hengelfederatie verliest.

Afdeling 2. — Visverlof

Art. 8. § 1. Niemand mag vissen zonder houder te zijn van een regelmatig visverlof en het in zijn bezit te hebben op het ogenblik dat hij vist.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de Regering, na advies van de Raad, het vissen zonder verlof toelaten in het kader van hengelvijdsporten, om de visvangst te bevorderen of ook nog om wetenschappelijke, pedagogische en sanitaire redenen of voor het natuurbehoud.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de vrijstelling van het visverlof bedoeld in het eerste lid.

Art. 9. De Regering kan, na advies van de Raad, verschillende soorten visverloven bepalen in functie van de soorten vissen en rivierkreeften, van het aantal gebruikte hengels, van de wijzen van vissen en van de gebruikte vistuigen, de uren, de dagen of de periodes tijdens welke het verlof mag gebruikt worden, alsook in functie van de leeftijd van de visser.

Zij bepaalt de toekenningsvoorwaarden en, in voorkomend geval, de voorwaarden inzake weigering of intrekking van de visverloven, hun prijs, alsook de modaliteiten voor hun aflevering.

Bij de aflevering van het verlof moet de visser zich bij een erkende hengelfederatie van zijn keuze laten inschrijven. Deze inschrijving is gratis en geeft niet aanleiding tot een verplichting om zich aan te sluiten bij een federatie of één van de hengervereniging die ermee instemt.

Afdeling 3. — Modaliteiten voor de uitoefening van het vissen

Art. 10. § 1. De Regering bepaalt, na advies van de Raad, hetzij overal, hetzij in bepaalde waterlopen, of in bepaalde gedeelten van waterlopen :

1° de soorten vissen of rivierkreeften waarvoor het vissen het hele jaar verboden is;

2° de openingsperiodes van de visvangst voor de andere soorten vissen en rivierkreeften;

3° de uren tijdens welke de visvangst verboden is in functie van de soorten vissen en rivierkreeften;

4° de wijzen van vissen en de vistuigen en -toestellen die verboden zijn;

5° de gebruiksvoorwaarden, de afmetingen evenals de wijze van keuring van de geoorloofde vistuigen;

6° de lokazen en aas waarvan het gebruik verboden is;

7° voor bepaalde soorten, de maten beneden welke de vissen en rivierkreeften, na de vangst, onmiddellijk in het water teruggeworpen moeten worden op de plaats van de vangst;

8° voor bepaalde soorten, het maximum aantal vissen en rivierkreeften die het voorwerp mogen uitmaken van een onttrekking;

9° in voorkomend geval, voor de soorten vissen en rivierkreeften die niet het voorwerp mogen uitmaken van een onttrekking wanneer hun vangst toegelaten is;

10° in voorkomend geval, de periodes tijdens welke de aankoop, de verkoop, het houden of het vervoer voor verkoop verboden zijn of gereguleerd zijn op het gezamenlijke Waalse grondgebied of op een gedeelte ervan, voor sommige soorten vissen en rivierkreeften of voor sommige specimens van deze soorten vissen of rivierkreeften;

11° de na te leven voorwaarden voor de organisatie van hengelvijdsporten.

§ 2. De Regering kan, na advies van de Raad, afwijken van de bepalingen vastgelegd overeenkomstig paragraaf 1 om de uitvoering van een visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door haar overeenkomstig artikel 27 toe te laten.

§ 3. In de andere wateren onderworpen aan dit decreet dan de waterlopen is de visvangst verboden buiten de periode vanaf de eerste zaterdag van juni tot 30 september inbegrepen op visbanen waarvan de visrechthouder weigert om de verplichtingen te vervullen die opgelegd zijn door het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27 of zich verzet tegen de uitvoering van de acties bedoeld in dit plan.

Overeenkomstig artikel 28, 8°, kan de Regering bovendien, na advies van de Raad, voor de visbanen van de visrechthouders bedoeld in het eerste lid, bepalingen vastleggen die strenger zijn dan de bepalingen die zij aangenomen heeft overeenkomstig paragraaf 1.

§ 4. De Regering kan, na advies van de Raad, voor een maximumduur van drie jaar afwijken van de bepalingen vastgelegd overeenkomstig paragraaf 1 om de volgende redenen :

1° met het oog op proefnemingen of om pedagogische doeleinden;

2° in het belang van de visbestanden en de bestanden van rivierkreeft;

3° om redenen van openbare veiligheid, openbare hygiëne en bescherming van de gezondheid;

4° met het oog op wetenschappelijk onderzoek;

5° de organisatie van sportieve hengelevenementen van gewestelijk belang.

Art. 11. De schippers en watersportbeoefenaars op de waterwegen mogen in hun schepen generlei vistuig hebben, met uitzondering van een hengel en een schepnetje, behalve als ze kunnen bewijzen dat dit vistuig bestemd is voor visvangst in wateren waarop dit decreet niet van toepassing is of voor een andere activiteit dan visvangst.

Art. 12. Het is verboden buiten zijn woning voorzien te zijn van verboden vistuigen of -toestellen overeenkomstig artikel 10, § 1, 4°, tenzij bewezen wordt dat die tuigen of toestellen bestemd zijn voor de visvangst in wateren waarop dit decreet niet van toepassing is voor een andere activiteit dan visvangst.

Art. 13. Niemand mag rechtstreeks of onrechtstreeks stoffen werpen in de wateren die aan dit decreet onderworpen zijn met de bedoeling om de vissen of rivierkreeften te bedwelmen, te verdoven of te vernielen.

De Regering kan, na advies van de Raad, tijdelijk afwijken van de bepalingen vastgelegd overeenkomstig het eerste lid om redenen van bescherming van de biodiversiteit, openbare veiligheid, openbare hygiëne en bescherming van de gezondheid, strijd tegen de ziektes van de vissen of rivierkreeften of wetenschappelijk onderzoek.

Art. 14. § 1. Het is verboden vis uit te storten in de wateren waarop dit decreet van toepassing is, zonder voorafgaande machtiging.

De Regering bepaalt, na advies van de Raad, de voorwaarden voor het afleveren van de uitzettingsmachtigingen.

Er mag geen uitzettingsmachtiging worden toegekend als de geplande uitzetting in strijd is met de maatregelen vastgelegd terzake in het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27.

§ 2. In de andere wateren onderworpen aan dit decreet dan de waterlopen mag geen enkele uitzettingsmachtiging

worden toegekend aan een visrechthouder die weigert om de verplichtingen te vervullen die opgelegd zijn door het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27 of zich verzet tegen de uitvoering van de acties bedoeld in dit plan.

HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van de visserij*

Afdeling 1. — Erkende hengelfederaties

Art. 15. De Regering erkent de hengelfederatie die aan de volgende criteria voldoet :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° in hoofddoel als maatschappelijk doel hebben, de verdediging van de belangen, de informatie en de opleiding van de vissers, de bescherming van de aquatische milieus en hun vispatrimonium, de bevordering van de visserij en de steun van de hengelverenigingen, in één van de Waalse onderstroomgebieden;

3° openstaan voor de toetreding van elke hengelvereniging gelegen in een onderstroomgebied dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of opgericht zijn als feitelijke vereniging;

b) in hoofddoel als maatschappelijk doel hebben, de verdediging, de informatie en de opleiding van de vissers, de bescherming van de aquatische milieus en hun vispatrimonium en de bevordering van de visserij;

c) openstaan voor de toetreding van elke visser die zich ertoe verbindt het huishoudelijk reglement van de vereniging na te leven en dit ook doet;

d) onder zijn vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2, 7°, van de voornoemde wet van 27 juni 1921, geen personen tellen die het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke veroordeling die nog uitwerking heeft, opgelegd sinds minder dan vijf jaar door een gerechtelijke beslissing dat in kracht van gewijsde is gegaan voor overtredingen gepleegd tegen dit decreet of onder de gelding van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de jachtwet van 28 februari 1882;

e) jaarlijks volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, de grenzen en oppervlakten van de visbanen waarvan zij visrechthouder is in het onderstroomgebied aan de erkende hengelvereniging overmaken;

f) deelnemen aan de uitvoering van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27;

d) onder zijn vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2, 7°, van de voornoemde wet van 27 juni 1921, geen personen tellen die het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke veroordeling die nog uitwerking heeft, opgelegd sinds minder dan vijf jaar door een gerechtelijke beslissing dat in kracht van gewijsde is gegaan voor overtredingen gepleegd tegen dit decreet of onder de gelding van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de jachtwet van 28 februari 1882;

5° zorgen voor een billijke vertegenwoordiging van elke aangeslotene hengelvereniging in haar algemene vergadering;

6° jaarlijks, volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering, de volgende informatie overmaken :

a) de lijst met de verenigingen die lid zijn van de federatie, de naam en de gegevens van een vertegenwoordiger voor elke vereniging, alsook de informatie bedoeld in 3°, e);

b) de grenzen en oppervlakten van de visbanen waarvan de federatie zelf visrechthouder is in het onderstroomgebied;

7° deelnemen aan de uitvoering van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27.

De Regering kan, na advies van de Raad, de lijst aanvullen van de criteria waaraan de federaties moeten voldoen om erkend te worden.

De Regering legt, na advies van de Raad, de vorm en de inhoud vast van de erkenningsaanvraag, alsook de erkenningsprocedure.

De Regering kan, na advies van de raad, maar één hengelfederatie per onderstroomgebied erkennen.

Art. 16. § 1. De erkende hengelvereniging steunt en coördineert de acties van de hengelverenigingen die ze verenigt en die betrekking hebben op de bescherming en de valorisatie van het vispatrimonium en de aquatische milieus, de bevordering van de visserij, alsook de opvoeding en de sensibilisering van het publiek op dit vlak. De erkende hengelvereniging baat de visrechten uit waarvan zij houder is.

Ze neemt deel aan de uitvoering van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied overeenkomstig artikel 29, § 2.

Ze draagt bij tot de uitvoering van dit plan, o.a. door de hengelverenigingen die ze verenigt te helpen om de acties bedoeld in het plan uit te voeren, nadat hij door de Regering is aangenomen overeenkomstig artikel 27.

§ 2. De erkende hengelfederatie vertegenwoordigt de hengelverenigingen die zij verenigt binnen het beheerscomité van het Fonds zoals ingesteld bij artikel 18 en vraagt, voor zichzelf en voor de verenigingen die zij verenigt, de financiële hulp van het Fonds voor elke actie die daarvoor in aanmerking komt, met inbegrip van de acties die zij of één van de verenigingen op de waterwegen gaat voeren.

Ze zorgt voor de samenhang van de acties die in aanmerking zouden komen voor de financiële hulp van het Fonds, met name t.o.v. het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27.

§ 3. De erkende hengelvereniging sluit de hengelverenigingen uit die de statuten van de federatie niet naleven, die de bepalingen van dit decreet schenden of die niet meer voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15, eerste lid, 3°

Art. 17. Bij een met redenen omklede beslissing kan de Regering de erkenning van de erkende hengelfederatie intrekken in de volgende gevallen :

1° ze voldoet niet meer aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15;

2° ze stelt daden die strijdig zijn met het visserij- en hengelbeheersplan van het onderstroomgebied;

3° ze blijft in gebreke om artikel 16, § 3 toe te passen;

4° ze leeft de wet van 27 juni 1921 niet na betreffende de verenigingen zonder winstooigmerk, de internationale verenigingen zonder winstooigmerk en de stichtingen.

De Regering kan, na advies van de Raad, de gevallen van erkenningsintrekking uitbreiden.

Zij bepaalt, na advies van de Raad, de procedure tot intrekking van de erkenning, voorzien van de mogelijkheid voor de vertegenwoordigers van de hengelfederatie om gehoord te worden vóór de aanneming van de beslissing.

Afdeling 2. — Waals visserij- en hengelfonds

Art. 18. Er wordt een instelling van algemeen nut opgericht, met name "Fonds piscicole et halieutique de Wallonie" (Waalse Visserij- en hengelfonds).

Dit fonds heeft de rechtspersoonlijkheid en is gerangschikt in categorie A zoals vastgesteld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 19. Het Fonds wordt gestijfd door de ontvangsten van de verkoop van de visverloven. Het kan legaten, giften of schenkingen ontvangen en in aanmerking komen voor Europese financieringen.

Het Fonds kan ook gestijfd worden door subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 20. § 1. Het Fonds bevordert en vergemakkelijkt de visserij in de wateren waarop dit decreet van toepassing is door bij te dragen tot de financiering en organisatie van :

1° bij voorrang, acties voor het onderhoud, de inrichting of het herstel van het aquatisch milieu, de biodiversiteit en de plaatsen waar het vissen toegelaten is;

2° uitzettingsacties;

3° bestrijdingsacties tegen de vervuiling en allerlei beschadigingen;

4° acties ter bevordering van de visserij met het oog op een duurzame ontwikkeling;

5° acties voor de sensibilisering en de opvoeding inzake visserij, vispatrimonium en aquatische milieus;

6° de werking van de erkende hengelfederaties en de coördinerende hengelfederatie.

In het onderstroomgebied financiert het Fonds o.a. de acties die aansluiten op het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aangenomen door de Regering overeenkomstig artikel 27 en, onder deze acties, de acties voor het onderhoud, de inrichting of het herstel van het aquatisch milieu, de biodiversiteit en de plaatsen waar het vissen toegelaten is.

De financiële middelen van het Fonds mogen evenwel niet besteed worden aan de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van de beheerders van de waterlopen, behoudens andersluidend advies van het Beheerscomité bedoeld in artikel 22.

§ 2. De toegekende bedragen worden door het Fonds teruggevorderd wanneer deze bedragen niet overeenkomstig hun oorspronkelijke bestemming worden gebruikt.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten van deze invordering.

Art. 21. De bevoegdheid voor het beheer van het Fonds wordt waargenomen door de Regering of diens afgevaardigde.

Art. 22. § 1. De Regering of diens afgevaardigde wordt bijgestaan door een beheerscomité samengesteld uit zesentwintig gewone leden aangewezen door de Regering op voordracht van de Minister, als volgt :

1° acht leden afkomstig van de administratie van de Waalse Overheidsdienst, namelijk :

a) de directeur of diens afgevaardigde;

b) twee leden van het Departement Natuur en Bossen;

c) een lid van het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen;

d) een lid van het Departement Leefmilieu en Water;

e) een lid van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu;

f) een lid van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen;

g) een lid van het Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën;

2° zestien leden die de vissers vertegenwoordigen, hetzij de voorzitter van elke erkende hengelfederatie en een afgevaardigde van de coördinerende hengelfederatie;

3° een lid ter vertegenwoordiging van de wetenschappelijke milieus die rechtstreeks verbonden zijn met de visserij en de bescherming van de aquatische milieus en van de milieus die ermee verbonden zijn;

4° een lid dat de aquacultuur beoefent ter vertegenwoordiging van het College van producenten zoals omschreven in het Waalse Landbouwwetboek.

Een plaatsvervangend lid wordt voor elk gewoon lid aangewezen.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1°, b) tot g), worden aangewezen op voordracht van hun Departement of Directoraat-generaal.

De leden die de coördinerende hengelfederatie vertegenwoordigen, worden aangewezen op voordracht van hun vereniging.

De leden bedoeld in het eerste lid, 3°, worden aangewezen na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het lid bedoeld in het eerste lid, 4°, wordt aangewezen op voordracht van het College van producenten zoals omschreven in het Waalse Landbouwwetboek.

De mandaten van de leden van het Beheerscomité duren vijf jaar. De mandaten zijn hernieuwbaar.

In geval van overlijden of ontslag van een lid vóór het verstrijken van zijn mandaat voorziet de Regering in zijn vervanging om het mandaat te voleindigen.

Het Beheerscomité wordt door de Minister of diens afgevaardigde voorgezeten.

Het Comité vergadert minstens twee keer per jaar. De Regering of diens afgevaardigde kan zich op de vergaderingen van het Beheerscomité laten vertegenwoordigen.

De Regering bepaalt het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité.

§ 2. Behalve de opdracht die hem door artikel 27 wordt toevertrouwd, is het Beheerscomité o.a. belast met :

1° een advies verlenen aan de Regering of diens afgevaardigde over het voorstel van jaarlijks budget van het Fonds dat aan de goedkeuring van het Waals Parlement moet worden onderworpen;

2° het onderzoek en het ter goedkeuring van de Regering of diens afgevaardigde voorleggen, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, van de acties onderworpen aan de financiering van het Fonds, die met de doelstellingen van het Fonds en, in voorkomend geval, van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied moeten overeenstemmen.

§ 3. Met uitzondering van de reis- en verblijfkosten gemaakt in de uitoefening van hun mandaat en terugbetaald volgens de regels en het barema dat van kracht is voor het personeel van de Waalse Overheidsdienst, is de uitoefening van een mandaat door een lid van het Beheerscomité gratis.

Art. 23. § 1. Het reglement betreffende de boekhouding van het fonds wordt door de Regering opgesteld. Het kan afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 april 1954 houdende algemeen reglement op de begroting en de comptabiliteit van de bij de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut of deze aanvullen. Zij bepaalt met name de opstellings- en uitvoeringswijze van de begroting en de beleggingsmodaliteiten en -voorwaarden van het fonds.

§ 2. De volgende entiteiten en personen komen in aanmerking voor een subsidie van het Fonds :

1° de krachtens artikel 15 erkende hengelfederaties en de verenigingen die lid zijn van deze federaties;

2° de krachtens artikel 31 erkende vissersscholen;

3° de verenigingen die opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, waarvan het maatschappelijk doel gelijkwaardig is aan dat van de erkende hengelfederaties, zoals bedoeld in artikel 15, 2°;

4° de publiekrechtelijke rechtspersonen.

De Regering kan, na advies van de Raad, de lijst bedoeld in het eerste lid aanvullen.

Afdeling 3. — "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad)

Art. 24. Er wordt een "Conseil supérieur wallon de la pêche" opgericht waarvan de werkingsmodaliteiten worden bepaald door de Regering, onverminderd de regels van artikel 2, paragraaf 1, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie.

Art. 25. De Raad is belast met de opdrachten die hem bij of krachtens dit decreet worden toegekend. Hij moet bovendien aan de Regering of aan de Minister een advies verlenen over de algemene vraagstukken die betrekking hebben op de visserij. Hij neemt van ambtswege kennis van deze vraagstukken of op verzoek van de Regering of de Minister

Art. 26. § 1. De Raad bestaat uit 22 leden, aangewezen door de Regering op voordracht van de Minister, onder wie :

1° vijftien leden, die verplicht houder zijn van een in het Waalse Gewest afgegeven visverlof, ter vertegenwoordiging van de verschillende onderstroomgebieden en vissersverenigingen, alsook de volgende vismethoden :

a) vissen met aas (5 leden);

b) vissen op forel (4 leden);

c) vliegvisserij (2 leden);

d) vissen op karper (2 leden);

e) vissen op roofdieren (2 leden);

2° een lid ter vertegenwoordiging van het wedstrijdvisserij, dat verplicht houder is van een in het Waalse Gewest afgegeven visverlof en een lid van een vissersvereniging;

3° een lid ter vertegenwoordiging van de Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud;

4° twee leden ter vertegenwoordiging van de verenigingen van viskwekers;

5° twee leden ter vertegenwoordiging van de wetenschappelijke milieus die rechtstreeks verbonden zijn met het vissen en de visbiologie;

6° een lid ter vertegenwoordiging van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest).

§ 2. Na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Regering de verenigingen bedoeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 4° aan, onder de verenigingen die het meest representatief zijn.

De verenigingen aangewezen door de Regering leggen een dubbele lijst van gewone en plaatsvervangende kandidaten voor, waaronder de Regering de leden van de Raad benoemt.

§ 3. De Regering wijst één of verschillende personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst aan die de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bijwonen.

De overheden bevoegd inzake toerisme die onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap vallen, kunnen elk een vertegenwoordiger afvaardigen om de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij te wonen.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad, gekozen onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, worden door de Regering aangewezen.

§ 5. Het secretariaat wordt waargenomen door de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië).

HOOFDSTUK V. — Visserij- en hengelbeheersplannen van onderstroomgebied

Art. 27. De Regering neemt voor elk Waals onderstroomgebied een visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied aan, na advies van het Beheerscomité van het Fonds en daarna van de Raad.

Het beheersplan is van toepassing op elke visser die al dan niet lid is van een hengelfederatie of -vereniging, in het betrokken onderstroomgebied.

De Regering of diens afgevaardigde bepaalt de methodologie voor de uitwerking van het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied.

De Regering kan het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied dat zij heeft aangenomen, aanpassen of wijzigen volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 28. Het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied bevat :

1° de bepaling en ligging van de verschillende visomgevingen die in het onderstroomgebied aanwezig zijn;

2° een algemene diagnose van de staat van de waterlichamen van het onderstroomgebied wat hun biologische, fysisch-chemische, chemische en hydromorfologische kwaliteit betreft;

3° een diagnose inzake visserij die betrekking heeft op de visbestanden en de werking van de verschillende visomgevingen wat betreft het leven van vissen;

4° een hengeldiagnose die o.a. betrekking heeft op de adequatie tussen het aanbod en de vraag inzake visserij op de schaal van het onderstroomgebied of visomgeving;

5° een globale evaluatie van de verschillende visomgevingen die gegrond is op de voornoemde diagnoses om de nadruk te leggen op de vastgestelde storingen en hun oorsprong;

6° de voorgestelde oriëntatie van visbeheer;

7° een algemeen actieprogramma, per visomgeving of visbaan, op basis o.a. van de gegevens van de diagnose, van de vastgestelde storingen en van de weerhouden oriëntatie van visbeheer. Het programma identificeert de acties die onontbeerlijk, prioritair en wenselijk worden geacht. Het programma bepaalt, voor de acties die onontbeerlijk worden geacht, de verplichtingen die worden opgelegd aan de visrechthouders die dit recht op de betrokken visbanen uitoefenen, alsook de uitvoeringstermijnen;

8° de lijst van de reglementaire maatregelen die overeenkomstig artikel 10, §§ 2 en 3 worden aangenomen, alsook de aanbevolen beperkingen inzake uitzetting, waarmee rekening moet worden gehouden op het niveau van de aflevering van de machtigingen bedoeld in artikel 14.

De Regering kan, na advies van het Beheerscomité van het Fonds en daarna van de Raad, de inhoud van de visserij- en hengelbeheersplannen van onderstroomgebied bepalen en aanvullen.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een visrechthouder geacht is de verplichtingen i.v.m. het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied niet te vervullen of zich te verzetten tegen de uitvoering van de acties bedoeld in dit plan.

Art. 29. § 1. Het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied wordt opgesteld door een projectontwerper aangewezen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, na advies van de Raad.

§ 2. Er wordt een projectcomité aangewezen om de projectontwerper te begeleiden met het vervullen van zijn opdracht.

Het bestaat uit :

1° vijf leden afgevaardigd door de erkende hengelvereniging van het betrokken onderstroomgebied en een lid afgevaardigd door elke erkende hengelvereniging van de naburige onderstroomgebieden;

2° twee leden van de Waalse Overheidsdienst;

3° een lid ter vertegenwoordiging van de wetenschappelijke milieus die rechtstreeks verbonden zijn met de visserij en de bescherming van de aquatische milieus;

4° een lid ter vertegenwoordiging van de privé-eigenaars die houder zijn van visrechten in het betrokken onderstroomgebied en niet lid zijn van een hengelvereniging die aangesloten is bij de erkende hengelfederatie van het onderstroomgebied;

5° de coördinator van het riviercontract van het onderstroomgebied als dit gebied het voorwerp uitmaakt van een riviercontract;

6° een lid afgevaardigd door de coördinerende hengelvereniging;

7° een lid ter vertegenwoordiging van een vereniging die de bescherming van het milieu tot doel heeft;

8° een lid ter vertegenwoordiging van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest).

De Regering bepaalt, na advies van de Raad, de modaliteiten voor de aanwijzing van de leden van de project- en werkingscomités van deze comités.

Art. 30. Het visserij- en hengelbeheersplan van onderstroomgebied wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen dat georganiseerd wordt volgens de modaliteiten bepaald door titel III van deel III van boek I van het Milieuwetboek.

HOOFDSTUK VI. — "Vissersscholen"

Art. 31. § 1. De Regering bepaalt, na advies van de Raad en van het Beheerscomité van het Fonds, de erkenningsvoorwaarden van de "vissersscholen" en van de opleiders waarop deze scholen beroep moeten doen, alsook de subsidiëeringsvoorwaarden van deze scholen door het Fonds.

§ 2. Om de erkenning te krijgen als "vissersschool", moet de instelling minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° inzonderheid de uitvoering van vormings- en sensibiliseringsactiviteiten betreffende de visserij en het aquatisch milieu als maatschappelijk doel hebben;

haar bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;

4° onder haar leden minstens een opleider tellen die erkend is;

5° over infrastructuren beschikken die de organisatie van vormings- en sensibiliseringsactiviteiten betreffende de visserij en het aquatisch milieu mogelijk maken;

§ 3. Om de erkenning als "opleider" te krijgen, moet de persoon minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een opleiding met succes hebben gevolgd die door het centrale comité van het "Fonds piscicole" wordt gegeven en waarvan de inhoud en de modaliteiten inzake evaluatie van de te verwerven kennis door het comité worden bepaald

2° ten minste achttien jaar oud zijn op de datum van indiening van de erkenningsaanvraag;

3° in het bezit zijn van een visverlof van het Waalse Gewest geldig voor het lopende kalenderjaar;

4° niet strafrechtelijk veroordeeld zijn bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens overtredingen van dit decreet of onder de gelding van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbewoud en van de jachtwet van 28 februari 1882 en dit, binnen de vijf jaar die voorafgaan aan het indienen van de erkenningsaanvraag;

5° niet in het verleden veroordeeld zijn bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens zedenfeiten.

§ 4. De subsidies voor de krachtens paragraaf 2 erkende scholen is bestemd om bij te dragen tot de werkingskosten van deze scholen binnen de perken van de kredieten die beschikbaar zijn op het niveau van het Fonds, namelijk :

- 1° de kosten voor de aankoop van materieel of voor de leveringen die noodzakelijk zijn voor het verloop van de activiteiten;
 - 2° de huurkosten van de infrastructuur waarin de activiteiten georganiseerd worden;
 - 3° de verplaatsingskosten en de toegangsprijzen ter gelegenheid van de uitstappen die tijdens deze activiteiten worden georganiseerd;
 - 4° de kosten inzake woning, voedsel en dranken tijdens de activiteiten van meer dan één dag;
 - 5° de vergoedingen en verplaatsingskosten van de erkende opleiders en personen die hen bijstaan.
- De Regering bepaalt, na advies van het Beheerscomité van het Fonds, de toekenningmodaliteiten van de subsidies toegekend door het Fonds aan de erkenden vissersscholen.

HOOFDSTUK VII. — *Financiële hulp toegekend aan de erkende hengelfederaties voor de informatie van de vissers i.v.m. de visserij- en hengelbeheersplannen van onderstroomgebied*

Art. 32. De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een subsidie toekennen aan de erkende hengelfederaties voor de informatie van de vissers die zich bij hen geregistreerd hebben i.v.m. het opmaken en uitvoeren van de visserij- en hengelbeheersplannen van onderstroomgebied.

Zij bepaalt de voorwaarden voor de aanvraag en de toekenning van deze subsidies.

HOOFDSTUK VIII. — *Sancties*

Art. 33. Onverminderd artikel D. 154, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt er een overtreding van derde categorie in de zin van artikel D. 151 van dit Boek begaan door de overtreder van de bepalingen van de artikelen 10, 13 en 14 van dit decreet of van de besluiten genomen overeenkomstig deze artikelen.

Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de bepalingen van de artikelen 5, 6, 8, § 1, 11 en 12, van dit decreet of van de overeenkomstig deze artikelen genomen besluiten.

Art. 34. Onverminderd artikel D. 152 van Boek I van het Milieuwetboek, kunnen de straffen die krachtens artikel 33 worden opgelopen op het dubbele van het maximum gebracht worden :

- 1° indien de overtreding begaan werd buiten de toegestane uren voor het vissen;
- 2° indien de overtreding in bende of in vereniging is begaan;
- 3° indien de overtreding in een natuurreservaat bedoeld in artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud is begaan.

In deze gevallen, mag de minimale strafboete in elk geval niet lager zijn dan het drievoudige van het minimum bedoeld voor een overtreding van derde categorie in de zin van artikel D. 151 van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 35. § 1. Wanneer een strafrechtelijke veroordeling tot strafbaarstelling van de overtreding van de artikelen 10, 11 en 12 van dit decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten wordt uitgesproken, kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken van de voorwerpen die gediend hebben om de overtreding te begaan.

Onverminderd artikel D. 154, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt er een overtreding van vierde categorie in de zin van artikel D. 151 van dit Boek begaan door degene die zich verzet tegen de overhandiging van de voorwerpen die gediend hebben om de overtreding te begaan, wanneer de Rechter de verbeurdverklaring van deze voorwerpen overeenkomstig het eerste lid uitspreekt.

§ 2. De schuldigen moeten deze voorwerpen aan de personeelsleden overhandigen die overeenkomstig artikel D.140, van Boek I van het Milieuwetboek belast zijn met het toezien op de naleving van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten die krachtens dit decreet genomen worden.

De vissen en rivierkreeften die op een illegale manier worden gevestigd, moeten onmiddellijk weer in het water geworpen worden.

Art. 36. De publieke vordering en de burgerlijke vordering volgende uit een overtreding van dit decreet en van de besluiten ter uitvoering daarvan genomen, verjaren na verloop van drie jaar te rekenen van de dag waarop de overtreding gepleegd is.

Art. 37. De vervolgingen worden ambtshalve ingesteld.

Indien het uitsluitend gaat over een overtreding van artikel 5, dan geschieden de vervolgingen slechts op klacht van de visrechterhouder.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Afdeling I. — Overgangsbepalingen

Art. 38. Het vermogen, de rechten en plichten van het Visserijfonds ingesteld bij artikel 36 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, vervangen bij het decreet van 6 mei 1999, worden van ambtswege aan het Fonds overgedragen.

Afdeling 2. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Onderafdeling 1. — Wijziging in boek I van het Milieuwetboek

Art. 39. Artikel D. 53 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2008 en bij het decreet van 4 februari 2010, wordt aangevuld als volgt :

“§ 8. De visserij- en hengelbeheersplannen van onderstroomgebied bedoeld in artikel 27 van het decreet van ... betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren worden onderworpen aan een milieueffectevaluatie overeenkomstig de artikelen D.49 tot D.61 van dit boek.”.

Art. 40. In artikel D. 138 van hetzelfde boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij de decreten van 19 juni 2008, 15 juli 2008, 5 december 2008, 3 april 2009 en 22 juli 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de streepjes vervangen door een opsomming die wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt :

“13° het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De titels V en VI van dit deel zijn toepasselijk op de overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek en op de jachtwet van 28 februari 1882”.

Art. 41. In artikel D.140, § 1, vijfde lid, van hetzelfde boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010 worden de woorden "van het Boswetboek, van de jachtwet van 28 februari 1882 en van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij" vervangen door de woorden "van het Boswetboek, van de jachtwet van 28 februari 1882."

Art. 42. Artikel D.146 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

"10° de vaartuigen naar de oever laten komen om hun inhoud te controleren."

Art. 43. In artikel D.157 van hetzelfde boek wordt paragraaf 2 aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

"5° het opnieuw uitzetten van vis bij overtreding van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren."

Art. 44. In artikel D. 159 van hetzelfde boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij de decreten van 15 juli 2008, 19 maart 2009, 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden "en de personeelsleden en boswachters wat betreft de overtredingen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij" opgeheven en worden de woorden "wat betreft de overtredingen van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren." ingevoegd aan het einde van het lid;

2° in paragraaf 2 wordt punt 6° gewijzigd als volgt : "6° de overtredingen van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren".

Onderafdeling 2. — Wijziging in het Waterwetboek

Art. 45. In artikel D.27, § 4, van het Waterwetboek, worden de woorden "het Beheerscomité, zoals ingesteld bij artikel 22 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), zoals ingesteld bij artikel 24 van hetzelfde decreet" ingevoegd tussen de woorden "het Comité voor watercontrole," en de woorden "alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht".

Art. 46. In artikel D.28, § 4, van het Waterwetboek, worden de woorden "het Visbeheerscomité, zoals ingesteld bij artikel 22 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), zoals ingesteld bij artikel 24 van hetzelfde decreet" ingevoegd tussen de woorden "het Comité voor watercontrole," en de woorden "alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht".

Onderafdeling 3. — Opheffingsbepaling

Art. 47. De wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 9, vierde lid, en 31.

Afdeling 3. — Bepaling betreffende de inwerkingtreding

Art. 48. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt uiterlijk op 1 januari 2016.

Zij kan beslissen dat de inwerkingtreding van sommige bepalingen voorafgaat aan het geheel van de bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 986 (2013-2014). Nrs 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 26 maart 2014.

Bespreking

Stemming.